

---

**LOI** **648.11**  
**concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers  
et l'impôt sur les successions et donations  
(LMSD)**  
**du 27 février 1963**

---

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décète

## **Titre I**                    **Objet de la loi**

### **Art. 1**

<sup>1</sup> L'Etat perçoit, en se conformant aux dispositions de la présente loi :

- a. un droit de mutation sur les transferts immobiliers entre vifs à titre onéreux ;
- b. un impôt sur les successions et sur les donations.

<sup>2</sup> Sont réservées, dans les relations intercantionales, les règles découlant de l'interdiction de la double imposition <sup>[A]</sup> et, dans les relations internationales, les conventions tendant à éviter la double imposition <sup>[B]</sup>.

---

<sup>[A]</sup> Voir les différentes conventions intercantionales concernant la réciprocité en matière d'impôt sur les successions et donations (BLV 670.95.1 et ss)

<sup>[B]</sup> Voir les différentes conventions internationales à ce sujet (RS 0.672 et ss) ainsi que l'arrêté du 22.06.1951 concernant l'exécution des conventions internationales conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions (RS 672.2)

## **Titre II**                    **Droit de mutation sur les transferts immobiliers entre vifs à titre onéreux**

### **Art. 2**                    **Objet du droit**

- a) principe

<sup>1</sup> Le droit de mutation est perçu en cas de transfert entre vifs à titre onéreux de la propriété d'un immeuble ou d'une part d'immeuble situé dans le canton.

<sup>2</sup> Est également considérée comme un transfert immobilier soumis au droit de mutation la cession du droit d'acquérir un immeuble ou une part d'immeuble situé dans le canton. Il en va de même de la renonciation à ce droit, lorsqu'elle a fait l'objet d'une contre-prestation en faveur du renonçant.

<sup>3</sup> Le droit de mutation est perçu en outre sur les actes suivants, lorsqu'ils interviennent à titre onéreux:

- a. en cas de constitution, de transfert ou d'extinction d'un droit réel restreint (droit de superficie, servitude, usufruit, droit d'habitation, charge foncière, droit à une source, etc.), à l'exception du gage immobilier;
- b. s'agissant d'un immeuble en propriété commune, en cas de changement dans la composition des propriétaires ou de modification dans la répartition de leurs quotes-parts;
- c. en cas de partage d'un immeuble en propriété commune, sur le montant de la part attribuée aux copartageants qui excède la quote-part de chacun d'eux dans la propriété de l'immeuble;
- d. lorsque le propriétaire d'un fonds concède à un tiers le droit d'en exploiter la substance (carrière, gravière, tourbière et fonds semblables).

### **Art. 3            b) exceptions** <sup>1, 4, 9, 12, 13, 14, 17, 19, 20, 23</sup>

<sup>1</sup> Le droit de mutation n'est pas perçu :

- a. sur les transferts immobiliers à la Confédération et aux établissements de droit public fédéral, dans les limites fixées par la législation fédérale<sup>[C]</sup>;
- abis.** sur les transferts immobiliers à l'Etat de Vaud, aux communes, aux associations de communes, aux fédérations de communes et aux agglomérations vaudoises;
- b. sur les transferts immobiliers aux personnes morales de droit public cantonal, pour les immeubles directement affectés à des services publics improductifs;
- bbis.** sur les transferts immobiliers aux entreprises de transport et d'infrastructure au sens de l'article 90, alinéa 2 de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux<sup>[D]</sup>, pour les immeubles acquis en vue de faire durablement partie de l'exploitation principale;
- c. sur les transferts immobiliers aux Eglises reconnues de droit public (art. 170, al. 1 Cst- VD<sup>[E]</sup>), aux paroisses et aux personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches, aux communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst- VD<sup>[E]</sup>), à des institutions ayant leur siège dans le canton qui se vouent, d'une manière désintéressée, à la bienfaisance, à l'éducation, à l'instruction ou à d'autres buts de pure utilité publique, ou à des entreprises d'intérêt public à caractère improductif, pour les immeubles directement affectés au but poursuivi; s'agissant d'immeubles de placement, le droit peut, selon les circonstances, être réduit ou supprimé;

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>4</sup> Modifié par la loi du 10.11.1998 entrée en vigueur le 01.01.1999

<sup>9</sup> Modifié par la loi du 03.05.2005 entrée en vigueur le 01.07.2005

<sup>12</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>13</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>14</sup> Modifié par la loi du 09.01.2007 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>17</sup> Modifié par la loi du 02.09.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>19</sup> Modifié par la loi du 17.12.2008 entrée en vigueur le 01.07.2009

<sup>20</sup> Modifié par la loi du 09.12.2009 entrée en vigueur le 01.01.2010

<sup>23</sup> Modifié par la loi du 11.10.2011 entrée en vigueur le 01.01.2012

- d. sur les échanges de parcelles qui s'effectuent en exécution de la législation relative à la police des constructions<sup>[F]</sup>, aux améliorations foncières<sup>[G]</sup>, ainsi que sur les autres échanges de terrains non bâtis réalisés dans un but analogue; la soulte éventuelle est toutefois imposée;
- e. en cas de constitution d'un droit réel restreint selon l'article 612a CCS<sup>[H]</sup>, ainsi que sur le partage d'immeubles en propriété commune et sur les cessions entre indivis de parts d'immeubles, lorsque les immeubles ont été acquis par succession et donation; la plus-value réalisée depuis l'acquisition est toutefois imposée, sous réserve de la disposition de l'article 2, alinéa 3, lettre c, si son application est plus favorable au contribuable;
- f. sur les transferts immobiliers entre époux et entre partenaires enregistrés ou entre ex-époux et entre ex-partenaires enregistrés et résultant des effets accessoires du divorce ou de la séparation<sup>[I]</sup>;
- fbis.** en cas de constitution d'un droit réel restreint selon les articles 219 et 244 CCS<sup>[J]</sup>, ainsi que sur les transferts d'immeubles en faveur du conjoint survivant en paiement de la part au bénéficiaire qui lui revient à la liquidation du régime matrimonial, et cela jusqu'à concurrence du montant de cette part. Il en va de même pour l'un des partenaires enregistrés au partage ensuite du décès de l'autre, en cas de convention sur les biens (art 25 LPart);
- fter.** sur les transferts d'immeubles en faveur du conjoint survivant en paiement de la contribution extraordinaire de l'article 165 CCS<sup>[H]</sup>, et cela jusqu'à concurrence de son montant net non encore prescrit;
- g.** ...
- h.** en cas de donation immobilière pour les dettes en relation directe avec l'immeuble qui sont reprises par le donataire. Font partie des dettes en relation directe avec l'immeuble celles garanties par un gage immobilier, sans égard à leur date de constitution;
- i.** sur les transferts d'immeubles lors de restructurations au sens des articles 22, alinéas 1 et 3 et 97, alinéas 1 et 3 de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux<sup>[D]</sup>. Le droit de mutation est cependant perçu en cas de rappel d'impôt au sens des articles 22, alinéa 2 et 97, alinéa 2 de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux<sup>[D]</sup>.

---

[C]

Voir notamment art. 10 de la loi fédérale du 26.03.1934 sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération (RS 170.21); art. 123 de la loi fédérale du 03.02.1995 sur l'armée et l'administration militaire (RS 510.10); art. 21 de la loi fédérale du 20.03.1998 sur les Chemins de fer fédéraux (RS 742.31); art. 71 al. 4 de la loi fédérale du 21.06.1932 sur l'alcool (RS 680); art. 17 de la loi fédérale du 18.03.1994 sur l'assurance-maladie (RS 832.10); art. 8 de la loi fédérale du 03.10.2003 sur la Banque Nationale (RS 951.11); art. 94 al. 1 de la loi fédérale du 20.12.1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.10)

<sup>[D]</sup> Loi du 04.07.2000 sur les impôts directs cantonaux (BLV 642.11)

<sup>[E]</sup> Constitution du Canton de Vaud du 14.04.2003 (BLV 101.01)

<sup>[F]</sup> Voir la loi du 04.12.1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (BLV 700.11) et le règlement du 19.09.1986 d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (BLV 700.11.1)

<sup>[G]</sup> Voir la loi du 29.11.1961 sur les améliorations foncières (BLV 913.11) et le règlement du 13.01.1988 d'application de la loi du 29.11.1961 sur les améliorations foncières (BLV 913.11.1)

<sup>[H]</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210

<sup>[I]</sup> Loi fédérale du 18.06.2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, RS 211.231

<sup>[J]</sup> Art. 551ss du Code civil suisse du 10.12.1907 (Code civil suisse, RS 210)

## **Art. 4 Contribuables**

<sup>1</sup> Les parties à l'acte imposable sont solidairement responsables du paiement du droit de mutation.

<sup>2</sup> Sauf convention contraire, le droit de mutation est dû :

- a. par l'acquéreur de la propriété d'un immeuble ou d'une part d'immeuble ;
- b. par la personne au profit de laquelle une servitude, un autre droit réel restreint ou un droit d'exploiter la substance d'un fonds est constitué, transféré ou abandonné ;
- c. par la personne qui cède le droit d'acquérir un immeuble ou y renonce.

<sup>3</sup> Si les parties n'ont pas dérogé à la présomption de l'alinéa 2, lettre a, et que le vendeur, en raison de la responsabilité solidaire prévue à l'alinéa premier, ait cependant dû acquitter le droit, il est subrogé aux droits conférés à l'Etat et à la ou les communes par l'hypothèque légale (art. 62).

## **Art. 5**

<sup>1</sup> Lorsqu'un associé d'une société de personnes transfère à celle-ci un immeuble dont il est propriétaire, le droit est dû par ses coassociés en proportion de leur part aux actifs sociaux. Pour le calcul du droit de mutation, les associés sont présumés avoir des parts égales, sauf preuve du contraire.

**Art. 6 Bases de calcul** <sup>17, 24</sup>  
a) en général

<sup>1</sup> Le droit de mutation se calcule sur la valeur de l'immeuble y compris les accessoires (art. 644 CCS<sup>[H]</sup>), ou sur celle du droit constitué, transféré ou éteint.

<sup>2</sup> Les parties ont l'obligation d'indiquer dans l'acte le prix réellement convenu; celui-ci est présumé représenter la valeur de l'immeuble ou du droit.

<sup>2bis</sup> La création, le transfert ou l'extinction d'un droit de superficie est soumis au droit de mutation sur toutes les prestations convenues ; la redevance périodique capitalisée n'est cependant imposée que lors de la constitution du droit.

<sup>3</sup> Les prestations accessoires mises à la charge de l'acquéreur s'ajoutent au prix d'achat, sauf si elles ont déjà donné lieu à la perception d'un droit de mutation.

<sup>4</sup> Au cas où un immeuble est vendu en même temps que le commerce ou l'industrie qui y est exploité, le contrat de vente doit porter à la fois sur l'immeuble, le mobilier de l'entreprise et les valeurs immatérielles de celle-ci. L'ensemble de ces éléments est soumis au droit sans déduction.

<sup>5</sup> Si la valeur de l'immeuble ou du droit n'est pas déterminée, ou si le prix convenu paraît inférieur à la valeur réelle, l'autorité de taxation l'apprécie sur la base des données qu'elle peut réunir.

<sup>5bis</sup> Lorsqu'un immeuble est vendu grevé d'une charge (usufruit, rente, droit d'habitation, etc.), l'estimation en est faite sans déduction de la valeur de cette charge, sauf si la constitution de celle-ci donne ou a donné lieu, directement ou indirectement, à perception d'un droit de mutation ou d'un impôt sur les successions et les donations.

<sup>6</sup> Les dispositions qui précèdent s'appliquent, par analogie, en cas d'acquisition d'un immeuble ou d'une part d'immeuble aux enchères publiques.

---

*[H] Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210*

**Art. 7 b) donation mixte** <sup>17</sup>

<sup>1</sup> En cas de transfert d'un immeuble par donation mixte (art. 15), le droit de mutation se calcule sur la valeur des prestations échangées à titre onéreux.

<sup>2</sup> Le droit est réduit de moitié sur le montant correspondant aux dettes en relation directe avec l'immeuble qui sont reprises par le donataire.

**Art. 8 c) échange, cession ou renonciation**

<sup>1</sup> En cas d'échange d'immeubles, un droit réduit de moitié est dû par chacune des parties sur la valeur égale des immeubles, un droit entier étant prélevé sur la soulte éventuelle.

<sup>2</sup> Le droit de mutation afférent à la cession du droit d'acquérir un immeuble ou à la renonciation à ce droit (art. 2, al. 2) se calcule sur la moitié du prix convenu entre le vendeur et le cédant ou le renonçant.

---

<sup>17</sup> Modifié par la loi du 02.09.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>24</sup> Modifié par la loi du 14.12.2016 entrée en vigueur le 01.01.2017

## **Art. 9 d) prestations périodiques**

<sup>1</sup> Les rentes, pensions, usufruits ou autres droits à des prestations périodiques qui interviennent dans le calcul du droit de mutation à titre de prix ou d'objet sont estimés pour leur valeur capitalisée selon un barème adapté aux normes usuelles des compagnies d'assurance.

<sup>2</sup> Ce barème est arrêté par le Conseil d'Etat <sup>[K]</sup>.

---

*[K] Voir arrêté du 01.06.2005 d'application de la loi du 27.02.1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (BLV 648.11.1)*

## **Art. 10 Taux**

<sup>1</sup> Le droit de mutation est perçu au taux de 2,2 %.

# **Titre III Impôt sur les successions et sur les donations**

## **Art. 11 Objet de l'impôt sur les successions** <sup>1, 12, 25</sup>

<sup>1</sup> L'impôt est perçu sur l'acquisition par succession:

- a. d'immeubles ou de parts d'immeubles situés dans le canton, de droits réels grevant des immeubles situés dans le canton, quel que soit le lieu d'ouverture de la succession;
- b. de tous biens mobiliers compris dans une succession ouverte dans le canton, où qu'ils soient situés;
- c. de tous biens mobiliers compris dans une succession ouverte hors de Suisse, lorsqu'une convention internationale en matière de double imposition attribue le pouvoir d'imposer à la Suisse.

<sup>2</sup> Sont également soumis à l'impôt sur les successions :

- a. le transfert, pour cause de mort, de biens dans une fondation, un trust irrévocable ou toute forme juridique étrangère assimilée à un trust irrévocable sur le plan fiscal, nouveaux ou préexistants;
- b. les biens détenus dans un trust révocable ou toute forme juridique étrangère assimilée à un trust révocable sur le plan fiscal, dont le défunt était le bénéficiaire ou l'ayant droit économique;
- c. les prestations versées ensuite de décès provenant d'assurances de capitaux privées susceptibles de rachat ainsi que d'assurances de rentes viagères relevant de la prévoyance individuelle libre.

## **Art. 12 Objet de l'impôt sur les donations** <sup>25</sup>

<sup>1</sup> L'impôt sur les donations est perçu sur l'acquisition entre vifs et à titre gratuit:

- a. d'immeubles ou de parts d'immeubles situés dans le canton, de droits réels grevant des immeubles situés dans le canton, quel que soit le domicile du donateur ou du donataire;

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>12</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

- b. de tous les biens mobiliers, pour autant que le donateur soit domicilié dans le canton.

<sup>2</sup> L'impôt est également perçu:

- a. en cas de transfert, par acte entre vifs, de biens dans une fondation, un trust irrévocable ou toute autre forme juridique étrangère assimilée à un trust irrévocable, nouveaux ou préexistants ;
- b. en cas d'avancement d'hoirie, qu'il soit sujet au rapport ou non ;
- c. en cas de conclusion d'un pacte successoral de renonciation à titre onéreux (art. 495 CCS) <sup>[H]</sup> pour les prestations qui en résultent ;
- d. en cas de remise de dette en faveur d'un débiteur solvable.

---

<sup>[H]</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210

**Art. 13** ... <sup>1, 7</sup>

**Art. 14** ... <sup>7</sup>

**Art. 15** **Donation mixte** <sup>17</sup>

<sup>1</sup> Les actes juridiques dans lesquels la prestation de l'une des parties est en disproportion manifeste avec celle de l'autre partie sont assimilés à une donation pour la différence de valeur entre les deux prestations, calculée selon les règles d'évaluation de la présente loi, à moins que les parties ne démontrent qu'elles n'ont pas entendu faire une libéralité.

<sup>2</sup> Il n'y a pas donation mixte au sens de l'alinéa 1er lorsque les seules prestations à titre onéreux consistent en la reprise par le donataire des dettes en relation directe avec l'immeuble donné.

**Art. 16** **Prestations exonérées** <sup>1, 7, 25, 27</sup>

<sup>1</sup> L'impôt sur les donations n'est pas perçu :

- a. sur les prestations à des parents en ligne directe nécessaires à l'éducation ou à la formation professionnelle du bénéficiaire, ou effectuées en vertu d'un devoir d'assistance;
- b. ...
- c. sur les donations égales ou inférieures à 10'000 francs par bénéficiaire, cumulées dans le courant de la même année civile. Au-delà de ce montant, elles sont imposables sur l'intégralité de la prestation accordée à titre gratuit;
- cbis.** sur les donations égales ou inférieures à 300'000 francs par enfant dans la ligne directe descendante, cumulées dans le courant de la même année civile. Au-delà de ce montant, elles sont imposables sur l'intégralité de la prestation accordée à titre gratuit;

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>17</sup> Modifié par la loi du 02.09.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>27</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

- d. sur les indemnités prévues aux articles 334ss CCS<sup>[H]</sup> et sur les prestations et libéralités d'un employeur à ses employés ensuite d'un rapport de service, lorsqu'elles sont imposables comme revenu;
- e. sur les biens faisant retour au donateur, lorsque la clause de retour a été stipulée par le donateur en cas de prédécès du donataire (art. 247 CO<sup>[L]</sup>);
- f. sur les donations effectuées par une institution de pure utilité publique selon l'article 20, lettre d, qui sont inférieures à 50'000 francs par bénéficiaire.

---

<sup>[H]</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210

<sup>[L]</sup> Code des obligations du 30 mars 1911, RS 220

## Art. 17

<sup>1</sup> L'affectation irrévocable de biens par un employeur à la création d'une institution de prévoyance en faveur de son personnel, constituée en personne morale, ainsi que les prestations subséquentes de cet employeur à l'institution, sont exonérées de l'impôt prévu aux articles 11, alinéa 2, lettre a, et 12, alinéa 2, lettre a.

## Art. 18 Contribuables, débiteurs de l'impôt <sup>25, 26</sup>

<sup>1</sup> L'impôt sur les successions est dû par les héritiers, par les bénéficiaires des prestations désignées à l'article 11, alinéa 2, par les ayants-droit lors de la liquidation par voie de faillite d'une succession répudiée ou par les administrateurs ou gestionnaires de biens d'un trust ou d'une forme juridique étrangère assimilée à un trust, qui en répondent solidairement entre eux. Les héritiers sont tenus de payer l'impôt sur les legs, sauf à eux de se le faire restituer par les légataires.

<sup>1bis</sup> La responsabilité des administrateurs ou gestionnaires de biens d'un trust ou d'une forme juridique étrangère assimilée à un trust demeure jusqu'à concurrence de l'actif net sous gestion au jour du décès.

<sup>1ter</sup> Les ayants-droit bénéficient des mêmes droits et obligations découlant de la présente loi que les héritiers.

<sup>2</sup> L'impôt sur les donations est dû par le donataire, les bénéficiaires des prestations désignées à l'article 12, alinéa 2 ou les administrateurs ou gestionnaires de biens d'un trust ou d'une forme juridique étrangère assimilée à un trust, qui en répondent solidairement entre eux.

<sup>3</sup> Le légataire et le donateur sont solidairement responsables pour le paiement de l'impôt dû.

<sup>4</sup> Si toutes les obligations découlant de l'article 43 alinéa 1 ont été respectées, l'obligation de payer l'impôt de la part des administrateurs ou gestionnaires de biens d'un trust ou d'une forme juridique étrangère assimilée à un trust s'éteint définitivement par le paiement d'un bordereau provisoire ou définitif calculé sur la base de l'actif net des biens sous gestion, ou par la fourniture de sûretés appropriées. Dans le cas où l'Administration cantonale des impôts apprend l'existence d'éléments nouveaux ne figurant pas à l'inventaire, l'impôt supplémentaire est dû uniquement par les héritiers ou par les bénéficiaires.

---

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

<sup>5</sup> Les alinéas 1, 2 et 4 s'appliquent également aux exécuteurs testamentaires ainsi qu'aux mandataires des héritiers, des bénéficiaires ou des donataires dans la mesure où ils ont un pouvoir de disposition sur les biens soumis à l'impôt sur les successions ou les donations.

## Art. 19

<sup>1</sup> L'impôt sur les biens grevés d'usufruit, calculé conformément à l'article 32, est dû par le nu-propiétaire solidairement avec l'usufruitier; sauf convention contraire entre le nu-propiétaire et l'usufruitier, il est prélevé sur la substance des biens grevés.

## Art. 20 Exemptions <sup>7, 13, 14</sup>

<sup>1</sup> Sont exemptés de l'impôt sur les successions et sur les donations :

- a. la Confédération et les établissements de droit public fédéral, dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b. l'Etat de Vaud et les communes vaudoises;
- c. les personnes morales de droit public cantonal pour les biens qui sont affectés à des services publics;
- cbis.** les Eglises reconnues de droit public (art. 170, al . 1 Cst- VD<sup>[E]</sup>), les paroisses et les personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches, et les communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst - VD<sup>[E]</sup>);
- d. les institutions ayant leur siège dans le canton qui se vouent, d'une manière désintéressée, à la bienfaisance, à l'éducation, à l'instruction ou à d'autres buts de pure utilité publique;
- e. le conjoint ou le partenaire enregistré du défunt ou du donateur.

<sup>2</sup> Les autres cantons suisses, leurs communes ainsi que les personnes morales domiciliées dans ces cantons et qui ont un but de pure utilité publique, peuvent être exonérés de l'impôt sur les successions et sur les donations à condition que ces cantons garantissent la réciprocité.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat est compétent pour conclure des accords de réciprocité <sup>[M]</sup> .

---

<sup>[E]</sup> Constitution du Canton de Vaud du 14.04.2003 (BLV 101.01)

<sup>[M]</sup> Voir arrêtés du Conseil d'Etat accordant la réciprocité intercantonale en matière d'impôt sur les successions et donations (BLV 670.95.1 et ss)

## Art. 21 Evaluation des biens, principe

<sup>1</sup> Pour le calcul de l'impôt sur les successions et sur les donations, les biens sont estimés, sauf disposition contraire de la présente loi, à leur valeur vénale:

- a. en cas de succession, au moment où elle s'ouvre;
- b. en cas de donation, lorsque la libéralité devient effective;

---

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>13</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>14</sup> Modifié par la loi du 09.01.2007 entrée en vigueur le 01.01.2007

c. en cas de libéralité soumise à condition suspensive, au moment où la condition se réalise.

## Art. 22

<sup>1</sup> L'estimation du mobilier de ménage, des machines, du matériel et du mobilier d'exploitation est présumée correspondre à 50 % de leur valeur d'assurance contre l'incendie.

<sup>2</sup> Les héritiers ou donataires et l'autorité de taxation peuvent demander une estimation de ces biens à leur valeur vénale.

## Art. 23 Immeubles <sup>1, 12</sup> a) en général

<sup>1</sup> Les immeubles sont comptés pour 80 % du montant de leur estimation fiscale.

<sup>2</sup> L'autorité fiscale peut demander la révision de cette estimation ; dans cette éventualité, c'est le 80% du montant de la nouvelle estimation qui est déterminant pour le calcul de l'impôt.

<sup>3</sup> Les parties disposent du même droit jusqu'à l'entrée en force de la taxation.

## Art. 24 b) agricoles

<sup>1</sup> Si, lors du partage, un immeuble rural est attribué pour une valeur inférieure à 80 % de l'estimation fiscale (art. 617 et 620 CCS<sup>[H]</sup>), l'estimation faite en vertu de l'article 23 est ramenée à la valeur d'attribution et l'impôt restitué pour la différence.

<sup>2</sup> Lorsque, dans les quinze ans après l'attribution, l'héritier aliène l'immeuble pour un prix supérieur à celui pour lequel il l'a obtenu, un impôt complémentaire lui est réclamé sur la différence entre la valeur d'attribution lors du partage et 80 % de l'estimation fiscale déterminée conformément à l'article 23.

---

<sup>[H]</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210

## Art. 25 ... <sup>1, 7, 12</sup>

## Art. 25a Assurances <sup>1, 12, 28</sup>

<sup>1</sup> Les prestations d'assurance imposables en vertu de l'article 11, alinéa 2, lettre c), sont estimées, s'agissant des assurances de capitaux privées susceptibles de rachat, au montant de la somme acquise par le bénéficiaire.

<sup>2</sup> Pour les prestations d'assurance de rentes viagères, l'impôt est calculé sur la somme acquise par le bénéficiaire ou sur la valeur capitalisée des rentes obtenues, après déduction de la part imposable à l'impôt sur le revenu au moment où la succession s'ouvre. La valeur des rentes est capitalisée selon le barème prévu à l'article 9.

<sup>3</sup> Les assurances dévolues gratuitement, qui ne sont pas échues au décès du défunt ou lors de leur donation, sont estimées à leur valeur de rachat.

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>12</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>28</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

## **Art. 26 Prestations périodiques viagères** <sup>1, 28</sup>

<sup>1</sup> Les rentes, pensions et autres prestations périodiques viagères, créées par donation entre vifs ou par disposition pour cause de mort, sont estimées à leur valeur capitalisée, calculée selon le barème prévu à l'article 9.

<sup>2</sup> L'estimation des rentes viagères est faite en déduisant la part imposable à l'impôt sur le revenu au moment où la succession s'ouvre ou lorsque la libéralité devient effective.

## **Art. 27 Déductions** <sup>17</sup>

### a) charge

<sup>1</sup> Lorsque les biens dévolus par donation ou succession sont grevés d'une charge (usufruit, rente, droit d'habitation, etc.), l'estimation en est faite sans déduction de la valeur de cette charge, sauf si la constitution de celle-ci donne ou a donné lieu, directement ou indirectement, à perception d'un droit de mutation ou d'un impôt sur les successions ou les donations.

## **Art. 28 b) en cas de succession** <sup>1, 7, 8</sup>

<sup>1</sup> Sont déduits de l'actif brut de la succession :

- a. les dettes dont le défunt répondait personnellement à l'ouverture de sa succession;
  - b. les frais funéraires usuels, les frais de l'office du juge de paix, les frais relatifs à l'établissement de l'inventaire au sens de l'arrêté du 19 juillet 1963 d'application de la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations, l'entretien pendant un mois des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt (art. 606 CCS<sup>[H]</sup>), les honoraires de l'exécuteur testamentaire (art. 517, al . 3 CCS<sup>[H]</sup>), ainsi que les frais engagés par la succession pour faire valoir ses droits;
  - c. les indemnités prévues aux articles 334 ss CCS<sup>[H]</sup> et les prestations et libéralités d'un employeur à ses employés ensuite d'un rapport de service, lorsqu'elles sont imposables comme revenu;
  - d. les indemnités prélevées par les enfants du défunt en application de l'article 631, alinéa 2 CCS<sup>[H]</sup>, à concurrence d'un montant équitable qui ne peut dépasser toutefois 10'000 francs pour les enfants qui ne sont pas élevés au moment du décès et 20'000 francs pour ceux qui sont infirmes;
- dbis. ...**
- e. l'impôt étranger sur les successions en cas de double imposition effective.

---

<sup>[H]</sup> Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210

## **Art. 29 c) en cas de donation** <sup>17</sup>

<sup>1</sup> Les dettes du donateur mises à la charge du donataire par l'acte de donation sont déduites de la valeur, au sens de la présente loi, des biens donnés.

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>28</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

<sup>17</sup> Modifié par la loi du 02.09.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

## **Art. 29a** d) en cas de succession et donation d'entreprises <sup>7, 27</sup>

<sup>1</sup> Est déduit de la valeur de la libéralité le 50% de la fortune commerciale nette pour les transferts par succession et donation, entre descendants en ligne directe, d'entreprises de personnes ou agricoles situées dans le canton. L'héritier ou le donataire doit occuper une fonction dirigeante au sein de l'entreprise et en détenir individuellement au minimum 25% après la succession ou la donation.

<sup>2</sup> L'abattement de 50% au sens de l'alinéa 1 est également accordé pour les transferts d'une participation dans une société de capitaux ou une société coopérative, si cette société a une exploitation commerciale et le siège dans le canton et si l'héritier ou le donataire occupe une fonction dirigeante en tant qu'employé de l'entreprise et qu'il est domicilié dans le Canton de Vaud au regard du droit fiscal.

<sup>3</sup> La même réduction est consentie pour les participations à une holding. L'abattement ne porte toutefois que sur la valeur de l'entreprise détenue par la société holding, aux conditions prévues à l'alinéa 2.

<sup>4</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 2 :

- a. Si les droits de participation transférés représentent au moins 25% du capital-actions ou du capital social libéré ou;
- b. Si l'héritier ou le donataire dispose individuellement après la succession ou de la donation d'au moins 25% du capital-actions ou d'au moins 25% des droits de vote dans la société.

## **Art. 29b** Suppression de la réduction <sup>7, 27</sup>

<sup>1</sup> La réduction est supprimée si, dans les cinq ans suivant le transfert imposé, les conditions prévues à l'article 29a, alinéa 1 ne sont plus remplies. Dans ce cas, un impôt complémentaire est perçu.

<sup>2</sup> La réduction au sens de l'article 29a, alinéas 2 et 3 est supprimée si la participation est aliénée à titre onéreux dans les cinq ans suivant le transfert imposé, si elle est cédée à une personne qui ne remplit pas les conditions donnant droit à la réduction, si la hauteur de la participation ou des droits de vote passe en-dessous de 25% individuellement pour l'héritier et le donataire, si l'héritier ou le donataire cesse d'occuper une fonction dirigeante dans la société de capitaux ou la société coopérative, ou qu'il transfère son domicile hors du canton. Dans ce cas, un impôt complémentaire est perçu.

## **Art. 30** Calcul de l'impôt <sup>7, 25, 27</sup>

<sup>1</sup> L'impôt se calcule d'après la valeur nette des biens dévolus à chaque souche héréditaire dans la première parentèle et à chaque héritier, légataire ou donataire dans les autres cas.

<sup>1bis</sup> L'impôt sur les successions et les donations est calculé en fonction du lien de parenté entre le constituant du trust et le bénéficiaire le plus éloigné.

<sup>2</sup> Les legs en faveur d'un héritier s'ajoutent à la part de cet héritier pour le calcul de l'impôt.

---

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>27</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>3</sup> Lorsque le même donateur a fait deux ou plusieurs donations successives au même donataire, l'impôt sur les donations postérieures se calcule en tenant compte des donations antérieures pour fixer le taux d'imposition. Il n'est pas tenu compte des donations sur lesquelles l'impôt n'a pas été perçu selon l'article 16, alinéa 1.

<sup>4</sup> De même, lorsqu'un donataire devient plus tard héritier ou légataire du donateur, il est tenu compte des donations antérieures pour le calcul du taux d'imposition sur la succession ou le legs et, le cas échéant, pour le dégrèvement. Il n'est pas tenu compte des donations sur lesquelles l'impôt n'a pas été perçu selon l'article 16, alinéa 1.

<sup>5</sup> Il est également tenu compte, pour la détermination du taux d'imposition et du dégrèvement afférents à la part d'un héritier, des montants déduits de l'actif brut de la succession, en application de l'article 28, lettre d, que cet héritier a prélevés à titre d'indemnité.

### **Art. 31 Montant exonéré** <sup>1, 7, 27</sup>

<sup>1</sup> Pour le calcul de l'impôt successoral, il est déduit 1'000'000 de francs du montant net de la part revenant à chaque souche héréditaire de la première parentèle, lorsque cette part n'atteint pas 1'001'000 francs.

<sup>2</sup> Si la part atteint 1'001'000 francs, la déduction est réduite de 1/100e par tranche de mille francs à partir de 1'001'000 francs.

<sup>3</sup> Il est tenu compte des dégrèvements prévus aux alinéas 1 et 2 dans un barème spécial.

<sup>4</sup> Les parts revenant aux autres héritiers et aux légataires sont exonérées si elles sont inférieures à 10'000 francs par bénéficiaire.

### **Art. 32 Usufruit**

<sup>1</sup> En cas d'usufruit, l'impôt est perçu, d'une part, sur la valeur capitalisée de l'usufruit - au taux correspondant au degré de parenté entre le défunt ou le donateur et l'usufruitier - et, d'autre part, sur la différence entre le montant du capital grevé et ladite valeur capitalisée, au taux correspondant au degré de parenté entre le défunt ou le donateur et le nu-propriétaire.

<sup>2</sup> Il n'est pas prélevé d'impôt lors de l'extinction de l'usufruit.

<sup>3</sup> La détermination de la valeur capitalisée de l'usufruit s'opère d'après le barème prévu à l'article 9. Le Conseil d'Etat fixera, en outre, des règles permettant de faciliter le calcul du rendement moyen supputé des biens grevés <sup>[K]</sup>.

---

*[K] Voir arrêté du 01.06.2005 d'application de la loi du 27.02.1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (BLV 648.11.1)*

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>27</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

## **Art. 33 Substitution fidéicommissaire ordinaire** <sup>1, 11</sup>

<sup>1</sup> En cas de substitution fidéicommissaire, le montant net des biens dévolus au grevé est frappé de l'impôt le plus élevé calculé d'après le degré de parenté entre le disposant, d'une part, le grevé ou l'appelé, d'autre part.

<sup>2</sup> Si la substitution ne s'ouvre pas, il est, le cas échéant, restitué avec intérêt un montant correspondant à la différence entre l'impôt payé et l'impôt calculé d'après le degré de parenté entre le disposant et le grevé. Le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Etat <sup>[N]</sup>.

---

*[N] Voir règlement du 16.03.2005 concernant la perception des contributions (BLV 642.11.6)*

## **Art. 33a Substitution fidéicommissaire sur les biens résiduels** <sup>11</sup>

<sup>1</sup> La substitution fidéicommissaire sur les biens résiduels est assimilée à deux successions consécutives.

<sup>2</sup> En dérogation aux règles ordinaires, la substitution s'ouvre au for du décès du disposant et le taux de l'impôt dû par l'appelé se détermine selon son degré de parenté avec le disposant.

## **Art. 34 Montant de l'impôt**

### a) généralités

<sup>1</sup> L'impôt sur les successions ou sur les donations est perçu d'après les barèmes annexés à la présente loi.

<sup>2</sup> Lorsqu'une partie seulement de la succession ou de la donation est imposable dans le canton, l'impôt se calcule au taux applicable à la valeur nette totale des biens dévolus.

## **Art. 35 b) alliés, enfant naturel, adopté** <sup>13</sup>

<sup>1</sup> Pour le calcul de l'impôt, les alliés du défunt ou du donateur qui sont ou étaient également parents de son conjoint ou de son partenaire enregistré - hormis les descendants de ces derniers - sont assimilés à des parents. Les autres alliés, à l'exception du conjoint ou du partenaire enregistré, du gendre et de la bru, sont considérés comme non-parents.

<sup>2</sup> L'enfant naturel dont la filiation est établie conformément au droit civil est assimilé à l'enfant légitime et réciproquement l'héritier, le légataire ou le donataire dudit enfant naturel est assimilé à l'héritier, au légataire ou au donataire de l'enfant légitime.

<sup>3</sup> Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent également pour l'adopté et ses descendants, ainsi que pour l'adoptant et ses ascendants.

## **Art. 36 c) réduction pour les étrangers** <sup>1</sup>

<sup>1</sup> L'impôt sur les successions d'étrangers ouvertes dans le canton est réduit de moitié.

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>13</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>2</sup> La même réduction est accordée pour les donations faites par des étrangers domiciliés dans le canton.

<sup>3</sup> La présente disposition vise les étrangers à la Suisse qui n'y exercent et n'y ont jamais exercé d'activité lucrative, et pour la part de la masse successorale qui est entièrement imposable dans le canton de Vaud, sans participation étrangère due à l'application d'une convention de double imposition.

## **Titre IV            Application de la loi**

### **Chapitre I        Mesures préliminaires**

#### **Art. 37**            6, 11

<sup>1</sup> Les notaires, les préposés aux poursuites et faillites, les greffiers des tribunaux et le juge de paix, ainsi que les préposés aux impôts remettent au conservateur du registre foncier de leur district, dans les dix premiers jours de chaque mois, en deux exemplaires, la désignation de tous actes, ordonnances et jugements qu'ils auront instrumentés ou enregistrés dans le mois précédent et se rapportant à une opération imposable en vertu de la présente loi.

<sup>2</sup> Le conservateur vérifie et complète, s'il y a lieu, les désignations puis en transmet, pour le 20 de chaque mois, un exemplaire à l'Administration cantonale des impôts et un exemplaire au préposé aux impôts de son district.

<sup>3</sup> En outre, le conservateur désigne à l'Administration cantonale des impôts et au préposé aux impôts de son district les transferts d'immeubles provenant de successions ouvertes hors du canton ainsi que les actes sous seing privé se rapportant à une opération imposable en vertu de la présente loi.

#### **Art. 38**            8

<sup>1</sup> Les actes sous seing privé qui entraînent la perception d'un droit de mutation doivent être déclarés par les parties au préposé aux impôts du district de situation de l'immeuble dans les trente jours dès la date de l'acte.

<sup>2</sup> Les donations imposables qui ne font pas l'objet d'un acte authentique doivent être déclarées par les parties à l'Administration cantonale des impôts dans les trente jours qui suivent l'entrée en possession des biens par le donataire ou, au plus tard, au moment du dépôt de la prochaine déclaration d'impôt.

<sup>3</sup> Le préposé désigne les actes mentionnés à l'alinéa 1 et les donations imposables dont il a connaissance à l'Administration cantonale des impôts.

#### **Art. 39**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat arrête les dispositions d'application relatives à la désignation des actes de transfert et opérations qui leur sont assimilées <sup>[K]</sup>.

---

<sup>6</sup> Modifié par la loi du 05.12.2001 entrée en vigueur le 01.10.2004

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

---

<sup>[K]</sup> Voir arrêté du 01.06.2005 d'application de la loi du 27.02.1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (BLV 648.11.1)

## Chapitre II Inventaire successoral

### Art. 40 Annonce du décès et mesures conservatoires <sup>6, 8, 11, 25, 26</sup>

<sup>1</sup> L'officier de l'état civil informe immédiatement le préposé aux impôts et le juge de paix compétents, ainsi que l'Administration cantonale des impôts, de tout décès survenu dans son arrondissement.

<sup>2</sup> Un représentant de l'Administration cantonale des impôts prend contact avec le juge de paix qui le renseigne sur les constatations faites et sur les mesures conservatoires prises en application de la loi civile <sup>[J]</sup>.

<sup>3</sup> Un représentant de l'Administration cantonale des impôts peut assister aux séances de mesures conservatoires.

<sup>4</sup> Dans les cas prévus à l'article 60, alinéa 1 de la présente loi, l'Administration cantonale des impôts peut requérir du juge de paix des mesures conservatoires même si elles ne sont pas prescrites par la loi civile, notamment le report de la délivrance aux héritiers des pièces justificatives de leur qualité, ou l'interdiction de disposer des avoirs de la succession (art. 45).

<sup>4bis</sup> L'Administration cantonale des impôts renonce à requérir des mesures conservatoires aux conditions cumulatives suivantes :

1. L'exécuteur testamentaire est solidairement responsable pour le paiement de l'impôt;
2. Il a son domicile en Suisse;
3. Il n'est pas héritier ou bénéficiaire des prestations désignées à l'article 11, alinéa 2.

<sup>4ter</sup> Les mesures conservatoires sont maintenues jusqu'à la clôture de l'inventaire prévu à l'article 41 et le paiement de l'impôt sur les successions. Ces mesures peuvent être levées de manière anticipée par le juge de paix lorsque les héritiers rapportent la preuve qu'elles ne se justifient plus.

<sup>5</sup> Les mesures prévues à l'alinéa 4 peuvent également être requises par le notaire chargé de l'inventaire. Celui-ci peut toutefois se dessaisir du dossier. L'article 41, alinéa 4 est alors applicable.

<sup>6</sup> Le juge de paix envoie d'office à l'Administration cantonale des impôts le testament et la liste des héritiers et légataires.

---

<sup>6</sup> Modifié par la loi du 05.12.2001 entrée en vigueur le 01.10.2004

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

<sup>7</sup> Lorsque la liquidation par voie de faillite d'une succession répudiée présente un solde en faveur des ayants-droit, l'Office des faillites en informe l'autorité fiscale. Il diffère la délivrance aux ayants-droit des titres et autres valeurs de la succession jusqu'au paiement de l'impôt. Si ce différé ne se justifie pas, l'Administration cantonale des impôts en informe par écrit l'Office des faillites. La procédure d'inventaire et de taxation se déroule selon l'article 41, alinéa 2bis et 3, et l'article 49, alinéa 2.

---

<sup>[J]</sup> Art. 551ss du Code civil suisse du 10.12.1907 (Code civil suisse, RS 210)

## **Art. 41 Inventaire** <sup>6, 8, 21, 26</sup>

<sup>1</sup> L'Administration cantonale des impôts établit un inventaire fiscal, sauf s'il s'agit d'une personne notoirement sans ressource ou si l'actif net est manifestement absorbé par les dégrèvements prévus à l'article 31.

<sup>2</sup> L'administration cantonale des impôts commet un notaire, avec mission de liquider le régime matrimonial sur le plan fiscal, de dresser l'inventaire des actifs et des passifs du défunt et de son conjoint, comprenant les dettes mentionnées à l'article 28 et les biens inventoriés qui sont revendiqués par le conjoint survivant, les héritiers, les parents du défunt ou des tiers. Les règles de la loi sur le notariat <sup>[O]</sup> concernant la récusation sont applicables par analogie.

<sup>2bis</sup> Dans les cas prévus à l'article 40, alinéa 7, première phrase, l'Office des faillites transmet à l'Administration cantonale des impôts un inventaire détaillé des actifs et passifs.

<sup>3</sup> L'Administration cantonale des impôts communique au notaire chargé de l'inventaire fiscal et à l'Office des faillites toutes les informations dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

<sup>4</sup> Lorsque le notaire est empêché dans l'accomplissement de son mandat, il en avise immédiatement l'Administration cantonale des impôts et lui transmet les renseignements déjà obtenus, sauf refus des héritiers. L'autorité applique les mesures prévues à l'article 60 et délie le notaire de ses obligations.

<sup>5</sup> Lorsque la loi civile prévoit un inventaire civil, celui-ci sert de base à l'établissement de l'inventaire fiscal.

<sup>6</sup> Un représentant de l'Administration cantonale des impôts peut assister aux opérations de l'inventaire civil de même qu'à l'inventaire fiscal si celui-ci est établi par un notaire.

<sup>7</sup> Dans les cas prévus aux alinéas 4 et 5, l'Administration cantonale des impôts peut établir elle-même l'inventaire fiscal.

<sup>8</sup> La forme de l'inventaire est régie par les règles du code de droit privé judiciaire vaudois.

<sup>9</sup> Un émolument est perçu auprès des héritiers pour couvrir les frais de l'inventaire.

---

<sup>[O]</sup> Loi du 29.06.2004 sur le notariat (BLV 178.11)

---

<sup>6</sup> Modifié par la loi du 05.12.2001 entrée en vigueur le 01.10.2004

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>21</sup> Modifié par la loi du 16.12.2009 entrée en vigueur le 01.01.2011

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

## **Art. 42**      **Objet de l'inventaire** <sup>6, 7, 8</sup>

<sup>1</sup> L'inventaire comprend l'ensemble des biens du défunt et de son conjoint.

<sup>2</sup> L'inventaire comprend également les biens qui doivent être revendiqués auprès de tiers ainsi que les biens revendiqués par des tiers.

<sup>3</sup> Le notaire chargé de l'inventaire ou l'Administration cantonale des impôts procède à toutes investigations et recherches ; il prend toutes mesures utiles pour s'assurer de l'état véritable de la succession. Un expert peut être désigné ; l'assistance du juge de paix peut également être requise.

<sup>4</sup> L'Administration cantonale des impôts complète l'inventaire si elle apprend l'existence d'éléments nouveaux qui n'ont pas été annoncés ou dont les héritiers ont nié l'existence ou la valeur lorsque l'inventaire a été établi. L'article 41, alinéas 1 et 2 est applicable.

<sup>5</sup> Les biens sont évalués conformément aux dispositions de la présente loi.

## **Art. 43**      **Obligations des contribuables, des débiteurs de l'impôt et du notaire** <sup>6, 8, 25, 26</sup>

<sup>1</sup> Les contribuables et débiteurs de l'impôt désignés à l'article 18 sont tenus de renseigner le notaire chargé de l'inventaire fiscal et l'Administration cantonale des impôts sur tous faits et circonstances utiles pour établir l'inventaire et, si elle le demande, d'ouvrir tous locaux et meubles et de produire tous livres, documents et pièces justificatives, quel qu'en soit le support.

<sup>2</sup> Si, malgré sommation du notaire chargé de l'inventaire fiscal ou de l'Administration cantonale des impôts, les héritiers, leurs représentants légaux, l'exécuteur testamentaire, le conseil de fondation et les administrateurs ou gestionnaires d'un trust ou d'une forme juridique étrangère assimilée à un trust ne s'acquittent pas des obligations prévues au premier alinéa, l'article 72 est applicable. Le notaire peut se dessaisir de l'inventaire.

<sup>3</sup> Le notaire qui est définitivement empêché d'établir l'inventaire doit communiquer à l'Administration cantonale des impôts les informations qu'il a obtenues dans le cadre de son mandat, sauf refus des héritiers.

## **Art. 44**      **Successions ouvertes hors du canton** <sup>6, 8, 24</sup>

<sup>1</sup> L'héritier ou le légataire d'une succession ouverte hors du canton, auquel sont attribués des immeubles situés dans le canton, ou des biens mobiliers dans les cas prévus à l'article 11, alinéa 1, lettre c doit produire à l'Administration cantonale des impôts les titres et pièces justificatives de sa qualité.

<sup>2</sup> Les biens sont inventoriés conformément aux dispositions de la présente loi.

---

<sup>6</sup> Modifié par la loi du 05.12.2001 entrée en vigueur le 01.10.2004

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

<sup>24</sup> Modifié par la loi du 14.12.2016 entrée en vigueur le 01.01.2017

<sup>3</sup> Si les biens de la succession, imposables dans le canton, sont exclusivement des immeubles, l'héritier ou le légataire a la faculté, au lieu d'avoir recours à la procédure des alinéas 1 et 2, de demander à un notaire vaudois d'en requérir directement le transfert au registre foncier. Dans ce cas, le notaire désigne le transfert à l'autorité fiscale.

<sup>4</sup> ...

#### **Art. 45 Défense de disposer des biens successoraux**

<sup>1</sup> Les héritiers, leurs représentants légaux et l'exécuteur testamentaire ainsi que les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ne peuvent disposer de ces biens ni s'en dessaisir tant qu'ils n'ont pas été inventoriés. L'article 60 est réservé.

#### **Art. 46 Clôture de l'inventaire** <sup>2, 5, 6, 8, 11</sup>

<sup>1</sup> La justice de paix avise sous pli recommandé les héritiers et l'Administration cantonale des impôts de la clôture de l'inventaire et joint à son avis un résumé récapitulatif de l'inventaire.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> ...

<sup>4</sup> ...

#### **Art. 47** ... <sup>2, 6, 8</sup>

#### **Art. 48 Transfert de valeurs mobilières** <sup>11</sup>

<sup>1</sup> Les notaires ne peuvent délivrer aucune attestation de transfert de valeurs mobilières résultant de successions ou en opérer et recevoir le partage entre les ayants droit qu'après s'être assurés que ces valeurs ont été portées à l'inventaire de la succession de laquelle résulte le transfert et avoir requis, le cas échéant, un inventaire complémentaire.

<sup>2</sup> La présente disposition s'applique également à la justice de paix dans la mesure où elle la concerne.

#### **Art. 48a** <sup>6, 8</sup>

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat arrête les dispositions d'application relatives à l'inventaire fiscal <sup>[K]</sup> et à la désignation du notaire.

---

*[K] Voir arrêté du 01.06.2005 d'application de la loi du 27.02.1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (BLV 648.11.1)*

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>5</sup> Modifié par la loi du 04.07.2000 entrée en vigueur le 01.01.2001

<sup>6</sup> Modifié par la loi du 05.12.2001 entrée en vigueur le 01.10.2004

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

## Chapitre III Procédure de taxation

### Art. 49 Taxation <sup>2, 8, 18, 26</sup>

<sup>1</sup> L'autorité fiscale arrête le montant du droit de mutation et celui de l'impôt sur les successions et les donations.

<sup>2</sup> L'Administration cantonale des impôts notifie l'inventaire fiscal aux contribuables et débiteurs de l'impôt désignés à l'article 18, ou à leur représentant en même temps que la décision relative à l'impôt sur les successions. L'Administration cantonale des impôts notifie à l'Office des faillites une copie de la décision de taxation de l'impôt sur les successions, lorsque la succession, bien que répudiée et traitée par voie de faillite, donne lieu à un impôt.

<sup>3</sup> A cet effet, elle vérifie les actes, désignations ou déclarations et procède à toutes les investigations nécessaires.

<sup>4</sup> Elle notifie la taxation au contribuable sous forme d'un bordereau ou, s'il y a lieu, d'un avis de taxation motivé.

<sup>5</sup> Les dispositions générales de la loi sur les impôts directs cantonaux <sup>[D]</sup> concernant les procédures de taxation et de réclamation sont applicables par analogie. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative <sup>[P]</sup> est applicable.

---

<sup>[D]</sup> Loi du 04.07.2000 sur les impôts directs cantonaux (BLV 642.11)

<sup>[P]</sup> Loi du 28.10.2008 sur la procédure administrative (BLV 173.36)

### Art. 49a Secret fiscal <sup>8</sup>

<sup>1</sup> Les personnes chargées de l'application de la présente loi ou qui y collaborent doivent garder le secret sur les faits dont elles ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que sur les délibérations des autorités et refuser aux tiers la consultation des dossiers fiscaux. Les dispositions de la loi cantonale du 12 novembre 2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud <sup>[Q]</sup> et celles du Code pénal suisse <sup>[R]</sup> sont applicables.

<sup>2</sup> Des renseignements peuvent être communiqués dans la mesure où une base légale fédérale ou cantonale le prévoit expressément.

---

<sup>[Q]</sup> Loi du 12.11.2001 sur le personnel de l'Etat de Vaud (BLV 172.31)

<sup>[R]</sup> Code pénal suisse du 21 décembre 1937, RS 311.0

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>18</sup> Modifié par la loi du 28.10.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

## Chapitre IV Procédures de réclamation et de recours

### Art. 50 Réclamation <sup>2, 5, 18</sup>

<sup>1</sup> Le contribuable peut former une réclamation contre la décision de l'autorité de taxation.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi sur les impôts directs cantonaux relatives à la procédure de réclamation s'appliquent par analogie (art. 185 à 188 LI <sup>[D]</sup>). Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative <sup>[P]</sup> est applicable.

---

<sup>[D]</sup> Loi du 04.07.2000 sur les impôts directs cantonaux (BLV 642.11)

<sup>[P]</sup> Loi du 28.10.2008 sur la procédure administrative (BLV 173.36)

### Art. 51 Effet suspensif <sup>2</sup>

<sup>1</sup> En cas de réclamation, l'impôt est dû sur les éléments admis par le contribuable.

<sup>2</sup> ...

### Art. 52 Autorité <sup>2</sup>

<sup>1</sup> L'Administration cantonale des impôts prend une décision sur la réclamation.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> ...

<sup>4</sup> ...

<sup>5</sup> ...

### Art. 53 Recours <sup>2, 5, 15, 18</sup>

<sup>1</sup> Les dispositions de la loi sur les impôts directs cantonaux <sup>[D]</sup> relatives au droit de recours s'appliquent par analogie au recours contre les décisions sur réclamation. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative <sup>[P]</sup> est applicable.

<sup>2</sup> ...

<sup>3</sup> ...

<sup>4</sup> En cas de recours, l'impôt est dû sur les éléments admis par le contribuable.

---

<sup>[D]</sup> Loi du 04.07.2000 sur les impôts directs cantonaux (BLV 642.11)

<sup>[P]</sup> Loi du 28.10.2008 sur la procédure administrative (BLV 173.36)

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>5</sup> Modifié par la loi du 04.07.2000 entrée en vigueur le 01.01.2001

<sup>18</sup> Modifié par la loi du 28.10.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>15</sup> Modifié par le décret du 12.06.2007 entré en vigueur le 01.01.2008

## Chapitre V Révision des décisions définitives

### Art. 54 Révision à la demande du contribuable

<sup>1</sup> La taxation définitive peut être révisée sur demande du contribuable:

- a. lorsque l'autorité de taxation ou de recours n'a pas tenu compte de faits importants qui ressortent du dossier;
- b. lorsque la décision a été prise en violation des règles essentielles de la procédure;
- c. lorsque le requérant découvre des faits nouveaux importants ou des preuves qu'il n'avait pu invoquer dans la procédure de taxation ou de recours.

<sup>2</sup> Cette révision peut intervenir dans les trois mois dès la découverte du motif de révision, mais au plus tard, pour les cas visés sous lettres a et b, dans les quatre ans dès la communication de la décision attaquée et, pour le cas prévu sous lettre c, dans les dix ans dès ladite communication.

### Art. 55 Succession d'un absent

<sup>1</sup> Les délais de péremption prévus par l'article précédent ne s'appliquent pas à la demande de révision de l'impôt perçu sur la dévolution des biens d'un absent.

### Art. 56 Procédure <sup>2</sup>

<sup>1</sup> La demande de révision est adressée à l'autorité qui a pris la décision. Le requérant doit indiquer le motif de la révision et ses conclusions.

<sup>2</sup> Lorsque l'autorité admet la révision, elle annule sa décision et statue à nouveau.

<sup>3</sup> La décision sur demande de révision peut être attaquée par les mêmes voies de droit que la décision dont la révision est requise.

<sup>4</sup> ...

### Art. 57 Révision par l'autorité fiscale <sup>2</sup>

<sup>1</sup> L'autorité de taxation peut également réviser la taxation définitive dans les trois mois dès la découverte du motif de révision, mais au plus tard dans les dix ans dès la communication de la décision en cause lorsqu'elle découvre des faits nouveaux importants ou des preuves qu'elle n'avait pu invoquer dans la procédure de taxation, de réclamation ou de recours.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable conteste la nouvelle décision, il dispose du même droit de réclamation que contre la décision initiale.

<sup>3</sup> L'article 24, alinéa 2, est réservé.

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

## Chapitre VI Perception du droit de mutation et de l'impôt sur les successions et sur les donations

### Art. 58 Exigibilité <sup>1, 3</sup>

<sup>1</sup> Le droit de mutation et l'impôt sur les successions et donations devront être acquittés dans les trente jours dès la notification du bordereau provisoire ou définitif.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, l'autorité de perception peut prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement par acomptes. Elle peut alors exiger des sûretés.

<sup>3</sup> Le Conseil d'Etat fixe le taux de l'intérêt <sup>[N]</sup> à bonifier pour le droit ou l'impôt payé avant la notification du bordereau et le taux de l'intérêt de retard dû dès l'exigibilité.

---

<sup>[N]</sup> Voir règlement du 16.03.2005 concernant la perception des contributions (BLV 642.11.6)

### Art. 58a Echéance <sup>8</sup>

<sup>1</sup> L'impôt sur les successions échoit au plus tard quatre mois après la date du décès ou de la déclaration d'absence.

### Art. 58b Intérêt compensatoire <sup>8</sup>

<sup>1</sup> Un intérêt compensatoire en faveur de l'Etat est dû dès l'échéance par les héritiers, sur les montants d'impôt encore impayés.

### Art. 59 Bordereau provisoire

<sup>1</sup> L'autorité de perception établit et envoie un bordereau provisoire lorsque la taxation ne peut être définitivement arrêtée dans les six mois après que les conditions d'assujettissement prévues par la présente loi aient été réalisées.

### Art. 60 Sûretés <sup>8, 11, 16, 25, 26</sup>

<sup>1</sup> Si le donataire, l'héritier, l'ayant-droit lors de la liquidation par voie de faillite d'une succession répudiée ou le bénéficiaire des prestations désignées aux articles 11, alinéa 2 et 12, alinéa 2, n'a pas de domicile en Suisse ou n'est pas connu, ou si les droits de l'Etat sont en péril, l'autorité fiscale peut exiger des sûretés même avant la fixation définitive du montant de droit de mutation ou de l'impôt sur les successions et les donations.

<sup>1bis</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir et peut être dirigée contre tous les contribuables et débiteurs de l'impôt désignés à l'article 18.

---

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>3</sup> Modifié par la loi du 26.02.1997 entrée en vigueur le 26.02.1997

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>16</sup> Modifié par la loi du 06.05.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

<sup>1</sup>ter La décision ordonnant la fourniture de sûretés est immédiatement exécutoire, même en cas de recours. Dans la procédure de poursuite, elle est assimilée à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP).

<sup>2</sup> Sur réquisition de l'Administration cantonale des impôts, le juge compétent diffère la délivrance aux héritiers des pièces justificatives de leur qualité, ainsi que les titres et autres valeurs de la succession, jusqu'au moment où ils auront fourni les garanties prévues par le présent article.

<sup>3</sup> Les décisions rendues par l'Administration cantonale des impôts en vertu de l'alinéa 1er peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal.

**Art. 61** ... 2, 16

**Art. 62 Hypothèque légale privilégiée** 2, 5, 20, 21

<sup>1</sup> Le paiement du droit de mutation ou de l'impôt sur les successions et les donations, dans la mesure où la contribution se rapporte à des immeubles, est garanti par une hypothèque légale privilégiée, conformément au code de droit privé judiciaire vaudois <sup>[S]</sup>.

<sup>2</sup> L'hypothèque d'un montant supérieur à 1'000 francs est inscrite au registre foncier sur la réquisition de l'autorité fiscale indiquant le nom du débiteur, les immeubles grevés et la durée de la garantie. La réquisition est accompagnée d'une copie du bordereau certifiée conforme à l'original, ainsi que, le cas échéant, des décisions prises par l'autorité de réclamation ou de recours.

---

<sup>[S]</sup> Code de droit privé judiciaire vaudois du 12.01.2010 (BLV 211.02)

**Art. 62a** 17, 22

<sup>1</sup> Lors des opérations visées à l'article 2 LMSD, donnant lieu à la perception d'un droit de mutation, les parties doivent consigner le 2,2% du prix de vente indiqué dans l'acte authentique, augmenté de la part communale (art. 23 LICom <sup>[T]</sup>), auprès d'un officier public ou d'un établissement reconnu à cet effet.

<sup>2</sup> Cette consignation est libératoire de la solidarité entre parties et de l'hypothèque légale privilégiée (art. 62) à concurrence du montant consigné.

---

<sup>[T]</sup> Loi du 05.12.1956 sur les impôts communaux (BLV 650.11)

**Art. 62b Paiement de l'impôt par l'Office des faillites** <sup>26</sup>

<sup>1</sup> L'Office des faillites verse à l'Administration cantonale des impôts le montant de l'impôt sur les successions dû par les ayants-droit lors de la liquidation par voie de faillite d'une succession répudiée après que la décision de taxation définitive soit entrée en force.

<sup>2</sup> L'Office des faillites peut également s'acquitter d'un bordereau provisoire.

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>16</sup> Modifié par la loi du 06.05.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>5</sup> Modifié par la loi du 04.07.2000 entrée en vigueur le 01.01.2001

<sup>20</sup> Modifié par la loi du 09.12.2009 entrée en vigueur le 01.01.2010

<sup>21</sup> Modifié par la loi du 16.12.2009 entrée en vigueur le 01.01.2011

<sup>17</sup> Modifié par la loi du 02.09.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

<sup>22</sup> Modifié par la loi du 14.12.2010 entrée en vigueur le 01.01.2011

<sup>26</sup> Modifié par la loi du 11.12.2019 entrée en vigueur le 01.01.2020

## **Art. 63 Exécution forcée** <sup>2, 11, 22</sup>

<sup>1</sup> Les bordereaux du droit de mutation ou d'impôt, les prononcés sur réclamation ou sur recours, les prononcés d'amende et les listes de frais de recouvrement qui sont entrés en force, ainsi que les demandes de sûretés (art. 60), ont force exécutoire, au sens de l'article 80 de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite <sup>[U]</sup>.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales sont dispensées de produire leurs créances dans les inventaires officiels et les appels aux créanciers.

---

<sup>[U]</sup> Loi fédérale du 11.04.1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, RS 281.1

## **Art. 64 Remise** <sup>20</sup>

<sup>1</sup> L'Administration cantonale des impôts peut accorder une remise totale ou partielle du droit de mutation, de l'impôt sur les successions et sur les donations et de l'intérêt de retard dus, lorsque la perception intégrale de ces contributions aurait, en raison de circonstances exceptionnelles, des conséquences trop rigoureuses.

## **Art. 65 Répétition de l'indu**

<sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un droit de mutation, d'un impôt sur les successions et sur les donations, ou d'une amende payée par lui:

- a. lorsque, par erreur, il a payé ce qu'il ne devait pas ou plus qu'il ne devait;
- b. lorsque la décision en vertu de laquelle il a payé est annulée ou modifiée par suite de recours ou de révision;
- c. dans le cas de l'article 86 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite <sup>[U]</sup>.

<sup>2</sup> La restitution se fait avec intérêt. Le droit à la restitution se prescrit par un an à dater du moment où le contribuable a connaissance de son droit à la restitution et, au plus tard, par cinq ans après le paiement.

---

<sup>[U]</sup> Loi fédérale du 11.04.1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, RS 281.1

## **Art. 66** <sup>2, 16</sup>

<sup>1</sup> La demande de restitution doit être adressée à l'Administration cantonale des impôts.

<sup>2</sup> ...

## **Art. 67 Erreurs de calcul**

<sup>1</sup> Les erreurs de calcul ou de transcription peuvent être corrigées dans les trois ans dès la notification du bordereau au contribuable.

---

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>22</sup> Modifié par la loi du 14.12.2010 entrée en vigueur le 01.01.2011

<sup>20</sup> Modifié par la loi du 09.12.2009 entrée en vigueur le 01.01.2010

<sup>16</sup> Modifié par la loi du 06.05.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

## **Art. 67a Dation en paiement** <sup>10</sup>

<sup>1</sup> Exceptionnellement, l'impôt sur les successions et sur les donations peut être acquitté au moyen de biens culturels d'importance majeure <sup>[M]</sup>, moyennant l'accord du contribuable et de l'Etat.

---

<sup>[M]</sup> Voir loi du 27.09.2005 sur la dation en paiement d'impôt sur les successions et donations (BLV 648.21)

## **Art. 67b Réclamation** <sup>16</sup>

<sup>1</sup> A l'exception des décisions rendues en application des articles 60 et 67a, les décisions rendues en application du présent chapitre peuvent faire l'objet d'une réclamation. L'autorité statue dans un délai d'une année dès le dépôt de la réclamation.

<sup>2</sup> Les articles 50 à 52 s'appliquent par analogie.

## **Chapitre VII Infractions**

### **Art. 68 Principes généraux**

<sup>1</sup> Toute personne qui se soustrait au droit de mutation ou à l'impôt sur les successions et sur les donations en éludant intentionnellement ou par négligence les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi commet une contravention.

<sup>2</sup> Cette contravention est réprimée par une amende pouvant atteindre cinq fois le montant du droit ou de l'impôt soustrait, indépendamment de celui-ci.

<sup>3</sup> Le montant de l'amende est fixé d'après le degré de la faute du contrevenant. L'amende est réduite notamment en cas de déclaration du contrevenant ou de ses héritiers avant que l'infraction ait été constatée par l'autorité fiscale.

### **Art. 69 Responsabilité du représentant**

<sup>1</sup> Si l'infraction a été commise par le représentant légal d'une personne physique, cette dernière ne doit que le montant soustrait et l'intérêt de retard. Le représentant légal est frappé de la peine prévue à l'article 68, alinéa 2.

<sup>2</sup> Si l'infraction a été commise par un représentant contractuel, elle est imputée à la personne représentée, à moins que celle-ci ne prouve qu'elle n'aurait pas été en mesure d'empêcher l'infraction ou d'en faire disparaître les effets. Dans ce cas, le représentant est frappé de la peine prévue à l'article 68, alinéa 2. Le représenté doit, en tout état de cause, le montant soustrait et l'intérêt de retard.

<sup>3</sup> Si l'infraction a été commise dans la gestion ou la représentation d'une personne morale, la peine prévue à l'article 68, alinéa 2, est prononcée contre la ou les personnes physiques qui ont agi ou auraient dû agir comme organes de la personne morale. Celle-ci doit, dans tous les cas, le montant soustrait et l'intérêt de retard. Elle répond, en outre, solidairement du paiement de l'amende.

---

<sup>10</sup> Modifié par la loi du 27.09.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

<sup>16</sup> Modifié par la loi du 06.05.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

## **Art. 70 Participation et infraction à l'inventaire** <sup>8, 12</sup>

<sup>1</sup> L'instigateur et le complice sont passibles de la peine prévue à l'article 68.

<sup>2</sup> Le notaire chargé de l'inventaire qui enfreint intentionnellement ou par négligence des dispositions de la présente loi est frappé d'une amende pouvant atteindre cinq fois le montant du droit ou de l'impôt soustrait.

## **Art. 71 Procédure en cas d'infraction** <sup>8</sup>

<sup>1</sup> Lorsque le préposé aux impôts constate ou présume une soustraction du droit de mutation au sens des articles 68 à 70, il transmet le dossier avec ses observations à l'Administration cantonale des impôts.

<sup>2</sup> Celle-ci procède aux investigations nécessaires et fait rapport au Département des finances, qui prononce l'amende.

<sup>3</sup> L'alinéa 2 s'applique également lorsque l'Administration cantonale des impôts présume une soustraction de l'impôt sur les successions et sur les donations au sens des articles 68 à 70.

## **Art. 72 Autres infractions**

<sup>1</sup> Celui qui, sans que soit posé l'état de fait des articles 68 à 70, enfreint intentionnellement ou par négligence les dispositions de procédure de la présente loi, est frappé d'une amende de 10 à 5'000 francs, prononcée par l'Administration cantonale des impôts.

## **Art. 73 Réclamation et recours** <sup>2, 18</sup>

<sup>1</sup> Les prononcés d'amende rendus par l'Administration cantonale des impôts peuvent faire l'objet d'une réclamation. Les articles 50 à 53 sont applicables.

<sup>2</sup> Les prononcés d'amende du département en charge des finances peuvent faire l'objet d'un recours, conformément à la loi sur la procédure administrative <sup>[P]</sup>.

---

<sup>[P]</sup> Loi du 28.10.2008 sur la procédure administrative (BLV 173.36)

## **Art. 74 ...** <sup>2</sup>

## **Art. 75 Solidarité des contrevenants**

<sup>1</sup> Les héritiers et légataires répondent solidairement du paiement des rappels d'impôts sur les successions. Il en est de même des donataires ayant reçu les biens donnés en propriété commune pour les rappels d'impôts sur les donations.

<sup>2</sup> La responsabilité du légataire est toutefois limitée à son enrichissement.

---

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>12</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>2</sup> Modifié par la loi du 18.12.1989 entrée en vigueur le 01.07.1991

<sup>18</sup> Modifié par la loi du 28.10.2008 entrée en vigueur le 01.01.2009

## **Art. 76 Décès du contrevenant**

<sup>1</sup> Au décès du contrevenant, l'obligation de payer le droit ou l'impôt soustrait, les intérêts et l'amende passe à ses héritiers; cette obligation ne peut excéder le montant de leur part héréditaire.

## **Chapitre VIII Prescription**

### **Art. 77 Extinction du droit d'introduire les procédures**

<sup>1</sup> Les procédures de taxation, de rappel du droit de mutation ou de l'impôt sur les successions et sur les donations doivent être introduites dans les dix ans dès la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le transfert immobilier ou l'acte qui lui est assimilé, l'ouverture de la succession ou l'exécution de la donation.

<sup>2</sup> Pour les transferts d'immeubles résultant d'une succession ouverte hors du canton, le délai mentionné à l'alinéa précédent commence à courir du jour où l'autorité de taxation a eu connaissance du transfert.

<sup>3</sup> L'action pénale se prescrit par dix ans dès le jour où la contravention a été commise.

### **Art. 78 Prescription <sup>8</sup>**

<sup>1</sup> Les créances découlant de la présente loi se prescrivent par cinq ans dès leur exigibilité.

<sup>2</sup> L'article 170, alinéas 2 et 3 LI <sup>[D]</sup> est applicable.

---

<sup>[D]</sup> Loi du 04.07.2000 sur les impôts directs cantonaux (BLV 642.11)

## **Chapitre IX Dispositions transitoires et finales**

### **Art. 79 Loi applicable**

<sup>1</sup> Le droit de mutation et l'impôt sur les successions et donations est perçu en conformité des dispositions de la présente loi, dès que l'événement qui donne naissance à la créance fiscale se produit postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi.

#### **Art. 79a <sup>8</sup>**

<sup>1</sup> L'article 78, alinéa 2 dans sa teneur au 1er janvier 2005, est applicable à toutes les créances qui, selon l'ancienne teneur de cet alinéa, ne sont pas prescrites au 31 décembre 2004.

#### **Art. 79b <sup>11</sup>**

<sup>1</sup> L'article 33a ne s'applique pas aux substitutions sur les biens résiduels imposées selon l'article 33.

---

<sup>8</sup> Modifié par la loi du 21.12.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>11</sup> Modifié par la loi du 14.12.2005 entrée en vigueur le 01.01.2006

**Art. 79c** 25

<sup>1</sup> Les articles 18, 40, 43 et 60 dans leur teneur au 1er janvier 2018 s'appliquent aux successions ouvertes et aux donations faites dès le 1er janvier 2018.

**Art. 80 Dispositions abrogatoires**

<sup>1</sup> Sont abrogées:

- a. la loi du 27 décembre 1911 sur la perception du droit de mutation, modifiée le 1er décembre 1919, le 1er septembre 1925, le 27 novembre 1928, le 11 mars 1931, le 15 décembre 1936, le 3 septembre 1945, le 18 mai 1948, le 12 décembre 1949;
- b. toute disposition contraire à la présente loi.

**Art. 81 Exécution**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

**Annexes** 1, 7, 13, 27

1. Barèmes de l'impôt sur les successions et donations

---

<sup>25</sup> Modifié par la loi du 13.12.2017 entrée en vigueur le 01.01.2018

<sup>1</sup> Modifié par la loi du 08.12.1987 entrée en vigueur le 01.01.1988

<sup>7</sup> Modifié par la loi du 02.03.2004 entrée en vigueur le 01.01.2005

<sup>13</sup> Modifié par la loi du 19.12.2006 entrée en vigueur le 01.01.2007

<sup>27</sup> Modifié par la loi du 11.12.2024 entrée en vigueur le 01.01.2025

# Barèmes de l'impôt sur les successions et donations



**II. BARÈME GÉNÉRAL DE L'IMPÔT  
SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS<sup>1,13</sup>**  
(art. 34)

Le montant imposable est arrondi aux mille francs inférieurs.

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	1,200	43'000	1,555	85'000	1,800
2'000	1,200	44'000	1,561	86'000	1,803
3'000	1,200	45'000	1,566	87'000	1,806
4'000	1,200	46'000	1,571	88'000	1,810
5'000	1,200	47'000	1,576	89'000	1,813
6'000	1,200	48'000	1,581	90'000	1,816
7'000	1,200	49'000	1,585	91'000	1,819
8'000	1,200	50'000	1,590	92'000	1,822
9'000	1,200	51'000	1,600	93'000	1,825
10'000	1,200	52'000	1,609	94'000	1,828
11'000	1,227	53'000	1,618	95'000	1,831
12'000	1,250	54'000	1,627	96'000	1,834
13'000	1,269	55'000	1,636	97'000	1,837
14'000	1,285	56'000	1,644	98'000	1,839
15'000	1,300	57'000	1,652	99'000	1,842
16'000	1,312	58'000	1,660	100'000	1,845
17'000	1,323	59'000	1,667	101'000	1,850
18'000	1,333	60'000	1,675	102'000	1,855
19'000	1,342	61'000	1,681	103'000	1,861
20'000	1,350	62'000	1,688	104'000	1,866
21'000	1,357	63'000	1,695	105'000	1,871
22'000	1,363	64'000	1,701	106'000	1,876
23'000	1,369	65'000	1,707	107'000	1,881
24'000	1,375	66'000	1,713	108'000	1,886
25'000	1,380	67'000	1,719	109'000	1,890
26'000	1,396	68'000	1,725	110'000	1,895
27'000	1,411	69'000	1,730	111'000	1,900
28'000	1,425	70'000	1,735	112'000	1,904
29'000	1,437	71'000	1,740	113'000	1,908
30'000	1,450	72'000	1,745	114'000	1,913
31'000	1,461	73'000	1,750	115'000	1,917
32'000	1,471	74'000	1,755	116'000	1,921
33'000	1,481	75'000	1,760	117'000	1,925
34'000	1,491	76'000	1,764	118'000	1,929
35'000	1,500	77'000	1,768	119'000	1,933
36'000	1,508	78'000	1,773	120'000	1,937
37'000	1,516	79'000	1,777	121'000	1,941
38'000	1,523	80'000	1,781	122'000	1,945
39'000	1,530	81'000	1,785	123'000	1,948
40'000	1,537	82'000	1,789	124'000	1,952
41'000	1,543	83'000	1,792	125'000	1,956
42'000	1,550	84'000	1,796	126'000	1,959

Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
127'000	1,962	173'000	2,119	219'000	2,267
128'000	1,966	174'000	2,122	220'000	2,270
129'000	1,969	175'000	2,125	221'000	2,273
130'000	1,973	176'000	2,128	222'000	2,277
131'000	1,976	177'000	2,132	223'000	2,280
132'000	1,979	178'000	2,135	224'000	2,283
133'000	1,982	179'000	2,138	225'000	2,286
134'000	1,985	180'000	2,141	226'000	2,289
135'000	1,988	181'000	2,144	227'000	2,292
136'000	1,991	182'000	2,147	228'000	2,296
137'000	1,994	183'000	2,150	229'000	2,299
138'000	1,997	184'000	2,153	230'000	2,302
139'000	2,000	185'000	2,156	231'000	2,305
140'000	2,003	186'000	2,159	232'000	2,308
141'000	2,006	187'000	2,162	233'000	2,311
142'000	2,009	188'000	2,165	234'000	2,314
143'000	2,011	189'000	2,168	235'000	2,317
144'000	2,014	190'000	2,171	236'000	2,319
145'000	2,017	191'000	2,173	237'000	2,322
146'000	2,019	192'000	2,176	238'000	2,325
147'000	2,022	193'000	2,179	239'000	2,328
148'000	2,025	194'000	2,181	240'000	2,331
149'000	2,027	195'000	2,184	241'000	2,334
150'000	2,030	196'000	2,187	242'000	2,336
151'000	2,034	197'000	2,189	243'000	2,339
152'000	2,038	198'000	2,192	244'000	2,342
153'000	2,043	199'000	2,194	245'000	2,344
154'000	2,047	200'000	2,197	246'000	2,347
155'000	2,051	201'000	2,201	247'000	2,350
156'000	2,055	202'000	2,205	248'000	2,352
157'000	2,059	203'000	2,209	249'000	2,355
158'000	2,063	204'000	2,213	250'000	2,358
159'000	2,067	205'000	2,217	251'000	2,360
160'000	2,071	206'000	2,220	252'000	2,363
161'000	2,075	207'000	2,224	253'000	2,365
162'000	2,079	208'000	2,228	254'000	2,368
163'000	2,083	209'000	2,232	255'000	2,370
164'000	2,087	210'000	2,235	256'000	2,373
165'000	2,090	211'000	2,239	257'000	2,375
166'000	2,094	212'000	2,242	258'000	2,377
167'000	2,098	213'000	2,246	259'000	2,380
168'000	2,101	214'000	2,250	260'000	2,382
169'000	2,105	215'000	2,253	261'000	2,385
170'000	2,108	216'000	2,256	262'000	2,387
171'000	2,112	217'000	2,260	263'000	3,389
172'000	2,115	218'000	2,263	264'000	2,392

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
265'000	2,394	311'000	2,494	357'000	2,598
266'000	2,396	312'000	2,497	358'000	2,600
267'000	2,398	313'000	2,499	359'000	2,602
268'000	2,401	314'000	2,502	360'000	2,604
269'000	2,403	315'000	2,504	361'000	2,606
270'000	2,405	316'000	2,507	362'000	2,608
271'000	2,407	317'000	2,509	363'000	2,609
272'000	2,409	318'000	2,512	364'000	2,611
273'000	2,412	319'000	2,514	365'000	2,613
274'000	2,414	320'000	2,517	366'000	2,615
275'000	2,416	321'000	2,519	367'000	2,617
276'000	2,418	322'000	2,522	368'000	2,619
277'000	2,420	323'000	2,524	369'000	2,621
278'000	2,422	324'000	2,526	370'000	2,622
279'000	2,424	325'000	2,529	371'000	2,624
280'000	2,426	326'000	2,531	372'000	2,626
281'000	2,428	327'000	2,533	373'000	2,628
282'000	2,430	328'000	2,536	374'000	2,630
283'000	2,432	329'000	2,538	375'000	2,632
284'000	2,434	330'000	2,540	376'000	2,633
285'000	2,436	331'000	2,543	377'000	2,635
286'000	2,438	332'000	2,545	378'000	2,637
287'000	2,440	333'000	2,547	379'000	2,639
288'000	2,442	334'000	2,550	380'000	2,640
289'000	2,444	335'000	2,552	381'000	2,642
290'000	2,446	336'000	2,554	382'000	2,644
291'000	2,448	337'000	2,556	383'000	2,645
292'000	2,450	338'000	2,558	384'000	2,647
293'000	2,452	339'000	2,561	385'000	2,649
294'000	2,454	340'000	2,563	386'000	2,651
295'000	2,455	341'000	2,565	387'000	2,652
296'000	2,457	342'000	2,567	388'000	2,654
297'000	2,459	343'000	2,569	389'000	2,656
298'000	2,461	344'000	2,571	390'000	2,657
299'000	2,463	345'000	2,573	391'000	2,659
300'000	2,465	346'000	2,576	392'000	2,660
301'000	2,467	347'000	2,578	393'000	2,662
302'000	2,470	348'000	2,580	394'000	2,664
303'000	2,473	349'000	2,582	395'000	2,665
304'000	2,475	350'000	2,584	396'000	2,667
305'000	2,478	351'000	2,586	397'000	2,669
306'000	2,481	352'000	2,588	398'000	2,670
307'000	2,484	353'000	2,590	399'000	2,672
308'000	2,486	354'000	2,592	400'000	2,673
309'000	2,489	355'000	2,594	401'000	2,676
310'000	2,491	356'000	2,596	402'000	2,678

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
403'000	2,680	449'000	2,774	495'000	2,851
404'000	2,682	450'000	2,776	496'000	2,853
405'000	2,685	451'000	2,778	497'000	2,854
406'000	2,687	452'000	2,780	498'000	2,856
407'000	2,689	453'000	2,782	499'000	2,857
408'000	2,691	454'000	2,783	500'000	2,859
409'000	2,694	455'000	2,785	501'000	2,861
410'000	2,696	456'000	2,787	502'000	2,863
411'000	2,698	457'000	2,789	503'000	2,865
412'000	2,700	458'000	2,791	504'000	2,867
413'000	2,702	459'000	2,792	505'000	2,869
414'000	2,705	460'000	2,794	506'000	2,871
415'000	2,707	461'000	2,796	507'000	2,873
416'000	2,709	462'000	2,798	508'000	2,875
417'000	2,711	463'000	2,799	509'000	2,877
418'000	2,713	464'000	2,801	510'000	2,879
419'000	2,715	465'000	2,803	511'000	2,881
420'000	2,717	466'000	2,804	512'000	2,883
421'000	2,719	467'000	2,806	513'000	2,885
422'000	2,722	468'000	2,808	514'000	2,887
423'000	2,724	469'000	2,810	515'000	2,889
424'000	2,726	470'000	2,811	516'000	2,891
425'000	2,728	471'000	2,813	517'000	2,893
426'000	2,730	472'000	2,815	518'000	2,895
427'000	2,732	473'000	2,816	519'000	2,897
428'000	2,734	474'000	2,818	520'000	2,899
429'000	2,736	475'000	2,820	521'000	2,900
430'000	2,738	476'000	2,821	522'000	2,902
431'000	2,740	477'000	2,823	523'000	2,904
432'000	2,742	478'000	2,824	524'000	2,906
433'000	2,744	479'000	2,826	525'000	2,908
434'000	2,746	480'000	2,828	526'000	2,910
435'000	2,748	481'000	2,829	527'000	2,912
436'000	2,750	482'000	2,831	528'000	2,914
437'000	2,752	483'000	2,832	529'000	2,916
438'000	2,754	484'000	2,834	530'000	2,917
439'000	2,756	485'000	2,836	531'000	2,919
440'000	2,757	486'000	2,837	532'000	2,921
441'000	2,759	487'000	2,839	533'000	2,923
442'000	2,761	488'000	2,840	534'000	2,925
443'000	2,763	489'000	2,842	535'000	2,927
444'000	2,765	490'000	2,843	536'000	2,928
445'000	2,767	491'000	2,845	537'000	2,930
446'000	2,769	492'000	2,846	538'000	2,932
447'000	2,771	493'000	2,848	539'000	2,934
448'000	2,772	494'000	2,850	540'000	2,936

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
541'000	2,937	587'000	3,013	633'000	3,077
542'000	2,939	588'000	3,014	634'000	3,079
543'000	2,941	589'000	3,016	635'000	3,080
544'000	2,943	590'000	3,017	636'000	3,081
545'000	2,944	591'000	3,019	637'000	3,082
546'000	2,946	592'000	3,020	638'000	3,084
547'000	2,948	593'000	3,022	639'000	3,085
548'000	2,950	594'000	3,023	640'000	3,086
549'000	2,951	595'000	3,025	641'000	3,087
550'000	2,953	596'000	3,026	642'000	3,089
551'000	2,955	597'000	3,028	643'000	3,090
552'000	2,957	598'000	3,029	644'000	3,091
553'000	2,958	599'000	3,031	645'000	3,093
554'000	2,960	600'000	3,032	646'000	3,094
555'000	2,962	601'000	3,033	647'000	3,095
556'000	2,963	602'000	3,035	648'000	3,096
557'000	2,965	603'000	3,036	649'000	3,097
558'000	2,967	604'000	3,038	650'000	3,099
559'000	2,968	605'000	3,039	651'000	3,100
560'000	2,970	606'000	3,041	652'000	3,101
561'000	2,972	607'000	3,042	653'000	3,102
562'000	2,973	608'000	3,043	654'000	3,104
563'000	2,975	609'000	3,045	655'000	3,105
564'000	2,977	610'000	3,046	656'000	3,106
565'000	2,978	611'000	3,048	657'000	3,107
566'000	2,980	612'000	3,049	658'000	3,108
567'000	2,982	613'000	3,050	659'000	3,110
568'000	2,983	614'000	3,052	660'000	3,111
569'000	2,985	615'000	3,053	661'000	3,112
570'000	2,986	616'000	3,055	662'000	3,113
571'000	2,988	617'000	3,056	663'000	3,114
572'000	2,990	618'000	3,057	664'000	3,116
573'000	2,991	619'000	3,059	665'000	3,117
574'000	2,993	620'000	3,060	666'000	3,118
575'000	2,994	621'000	3,061	667'000	3,119
576'000	2,996	622'000	3,063	668'000	3,120
577'000	2,997	623'000	3,064	669'000	3,121
578'000	2,999	624'000	3,065	670'000	3,123
579'000	3,001	625'000	3,067	671'000	3,124
580'000	3,002	626'000	3,068	672'000	3,125
581'000	3,004	627'000	3,069	673'000	3,126
582'000	3,005	628'000	3,071	674'000	3,127
583'000	3,007	629'000	3,072	675'000	3,128
584'000	3,008	630'000	3,073	676'000	3,130
585'000	3,010	631'000	3,075	677'000	3,131
586'000	3,011	632'000	3,076	678'000	3,132

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
679'000	3,133	725'000	3,182	771'000	3,224
680'000	3,134	726'000	3,183	772'000	3,225
681'000	3,135	727'000	3,184	773'000	3,226
682'000	3,136	728'000	3,185	774'000	3,227
683'000	3,137	729'000	3,186	775'000	3,228
684'000	3,139	730'000	3,186	776'000	3,229
685'000	3,140	731'000	3,187	777'000	3,230
686'000	3,141	732'000	3,188	778'000	3,230
687'000	3,142	733'000	3,189	779'000	3,231
688'000	3,143	734'000	3,190	780'000	3,232
689'000	3,144	735'000	3,191	781'000	3,233
690'000	3,145	736'000	3,192	782'000	3,234
691'000	3,146	737'000	3,193	783'000	3,235
692'000	3,147	738'000	3,194	784'000	3,236
693'000	3,148	739'000	3,195	785'000	3,236
694'000	3,150	740'000	3,196	786'000	3,237
695'000	3,151	741'000	3,197	787'000	3,238
696'000	3,152	742'000	3,198	788'000	3,239
697'000	3,153	743'000	3,199	789'000	3,240
698'000	3,154	744'000	3,200	790'000	3,241
699'000	3,155	745'000	3,201	791'000	3,241
700'000	3,156	746'000	3,202	792'000	3,242
701'000	3,157	747'000	3,203	793'000	3,243
702'000	3,158	748'000	3,204	794'000	3,244
703'000	3,159	749'000	3,205	795'000	3,245
704'000	3,160	750'000	3,206	796'000	3,246
705'000	3,161	751'000	3,206	797'000	3,246
706'000	3,162	752'000	3,207	798'000	3,247
707'000	3,163	753'000	3,208	799'000	3,248
708'000	3,164	754'000	3,209	800'000	3,249
709'000	3,165	755'000	3,210	801'000	3,250
710'000	3,166	756'000	3,211	802'000	3,250
711'000	3,167	757'000	3,212	803'000	3,251
712'000	3,168	758'000	3,213	804'000	3,252
713'000	3,169	759'000	3,214	805'000	3,253
714'000	3,171	760'000	3,215	806'000	3,254
715'000	3,172	761'000	3,216	807'000	3,255
716'000	3,173	762'000	3,216	808'000	3,255
717'000	3,174	763'000	3,217	809'000	3,256
718'000	3,175	764'000	3,218	810'000	3,257
719'000	3,176	765'000	3,219	811'000	3,258
720'000	3,177	766'000	3,220	812'000	3,258
721'000	3,178	767'000	3,221	813'000	3,259
722'000	3,179	768'000	3,222	814'000	3,260
723'000	3,180	769'000	3,223	815'000	3,261
724'000	3,181	770'000	3,224	816'000	3,262

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
817'000	3,262	863'000	3,296	909'000	3,327
818'000	3,263	864'000	3,297	910'000	3,328
819'000	3,264	865'000	3,298	911'000	3,328
820'000	3,265	866'000	3,298	912'000	3,329
821'000	3,266	867'000	3,299	913'000	3,329
822'000	3,266	868'000	3,300	914'000	3,330
823'000	3,267	869'000	3,301	915'000	3,331
824'000	3,268	870'000	3,301	916'000	3,331
825'000	3,269	871'000	3,302	917'000	3,332
826'000	3,269	872'000	3,303	918'000	3,333
827'000	3,270	873'000	3,303	919'000	3,333
828'000	3,271	874'000	3,304	920'000	3,334
829'000	3,272	875'000	3,305	921'000	3,334
830'000	3,272	876'000	3,305	922'000	3,335
831'000	3,273	877'000	3,306	923'000	3,336
832'000	3,274	878'000	3,307	924'000	3,336
833'000	3,275	879'000	3,307	925'000	3,337
834'000	3,275	880'000	3,308	926'000	3,337
835'000	3,276	881'000	3,309	927'000	3,338
836'000	3,277	882'000	3,309	928'000	3,339
837'000	3,278	883'000	3,310	929'000	3,339
838'000	3,278	884'000	3,311	930'000	3,340
839'000	3,279	885'000	3,311	931'000	3,340
840'000	3,280	886'000	3,312	932'000	3,341
841'000	3,281	887'000	3,313	933'000	3,342
842'000	3,281	888'000	3,313	934'000	3,342
843'000	3,282	889'000	3,314	935'000	3,343
844'000	3,283	890'000	3,315	936'000	3,343
845'000	3,284	891'000	3,315	937'000	3,344
846'000	3,284	892'000	3,316	938'000	3,345
847'000	3,285	893'000	3,317	939'000	3,345
848'000	3,286	894'000	3,317	940'000	3,346
849'000	3,286	895'000	3,318	941'000	3,346
850'000	3,287	896'000	3,319	942'000	3,347
851'000	3,288	897'000	3,319	943'000	3,348
852'000	3,289	898'000	3,320	944'000	3,348
853'000	3,289	899'000	3,321	945'000	3,349
854'000	3,290	900'000	3,321	946'000	3,349
855'000	3,291	901'000	3,322	947'000	3,350
856'000	3,291	902'000	3,322	948'000	3,350
857'000	3,292	903'000	3,323	949'000	3,351
858'000	3,293	904'000	3,324	950'000	3,352
859'000	3,294	905'000	3,324	951'000	3,352
860'000	3,294	906'000	3,325	952'000	3,353
861'000	3,295	907'000	3,326	953'000	3,353
862'000	3,296	908'000	3,326	954'000	3,354

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
955'000	3,354	1 001'000	3,380	1 047'000	3,402
956'000	3,355	1 002'000	3,380	1 048'000	3,403
957'000	3,356	1 003'000	3,381	1 049'000	3,403
958'000	3,356	1 004'000	3,381	1 050'000	3,404
959'000	3,357	1 005'000	3,382	1 051'000	3,404
960'000	3,357	1 006'000	3,382	1 052'000	3,405
961'000	3,358	1 007'000	3,383	1 053'000	3,405
962'000	3,358	1 008'000	3,383	1 054'000	3,406
963'000	3,359	1 009'000	3,384	1 055'000	3,406
964'000	3,360	1 010'000	3,384	1 056'000	3,407
965'000	3,360	1 011'000	3,385	1 057'000	3,407
966'000	3,361	1 012'000	3,385	1 058'000	3,408
967'000	3,361	1 013'000	3,386	1 059'000	3,408
968'000	3,362	1 014'000	3,386	1 060'000	3,408
969'000	3,362	1 015'000	3,387	1 061'000	3,409
970'000	3,363	1 016'000	3,387	1 062'000	3,409
971'000	3,363	1 017'000	3,388	1 063'000	3,410
972'000	3,364	1 018'000	3,388	1 064'000	3,410
973'000	3,365	1 019'000	3,389	1 065'000	3,411
974'000	3,365	1 020'000	3,389	1 066'000	3,411
975'000	3,366	1 021'000	3,390	1 067'000	3,412
976'000	3,366	1 022'000	3,390	1 068'000	3,412
977'000	3,367	1 023'000	3,391	1 069'000	3,413
978'000	3,367	1 024'000	3,391	1 070'000	3,413
979'000	3,368	1 025'000	3,392	1 071'000	3,414
980'000	3,368	1 026'000	3,392	1 072'000	3,414
981'000	3,369	1 027'000	3,393	1 073'000	3,414
982'000	3,369	1 028'000	3,393	1 074'000	3,415
983'000	3,370	1 029'000	3,394	1 075'000	3,415
984'000	3,371	1 030'000	3,394	1 076'000	3,416
985'000	3,371	1 031'000	3,395	1 077'000	3,416
986'000	3,372	1 032'000	3,395	1 078'000	3,417
987'000	3,372	1 033'000	3,396	1 079'000	3,417
988'000	3,373	1 034'000	3,396	1 080'000	3,418
989'000	3,373	1 035'000	3,397	1 081'000	3,418
990'000	3,374	1 036'000	3,397	1 082'000	3,418
991'000	3,374	1 037'000	3,398	1 083'000	3,419
992'000	3,375	1 038'000	3,398	1 084'000	3,419
993'000	3,375	1 039'000	3,399	1 085'000	3,420
994'000	3,376	1 040'000	3,399	1 086'000	3,420
995'000	3,376	1 041'000	3,400	1 087'000	3,421
996'000	3,377	1 042'000	3,400	1 088'000	3,421
997'000	3,377	1 043'000	3,400	1 089'000	3,422
998'000	3,378	1 044'000	3,401	1 090'000	3,422
999'000	3,378	1 045'000	3,401	1 091'000	3,422
1'000'000	3,379	1 046'000	3,402	1 092'000	3,423

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1 093'000	3,423	1 139'000	3,443	1 185'000	3,460
1 094'000	3,424	1 140'000	3,443	1 186'000	3,461
1 095'000	3,424	1 141'000	3,443	1 187'000	3,461
1 096'000	3,425	1 142'000	3,444	1 188'000	3,461
1 097'000	3,425	1 143'000	3,444	1 189'000	3,462
1 098'000	3,425	1 144'000	3,445	1 190'000	3,462
1 099'000	3,426	1 145'000	3,445	1 191'000	3,462
1 100'000	3,426	1 146'000	3,445	1 192'000	3,463
1 101'000	3,427	1 147'000	3,446	1 193'000	3,463
1 102'000	3,427	1 148'000	3,446	1 194'000	3,464
1 103'000	3,428	1 149'000	3,446	1 195'000	3,464
1 104'000	3,428	1 150'000	3,447	1 196'000	3,464
1 105'000	3,428	1 151'000	3,447	1 197'000	3,465
1 106'000	3,429	1 152'000	3,448	1 198'000	3,465
1 107'000	3,429	1 153'000	3,448	1 199'000	3,465
1 108'000	3,430	1 154'000	3,448	1 200'000	3,466
1 109'000	3,430	1 155'000	3,449	1 201'000	3,466
1 110'000	3,431	1 156'000	3,449	1 202'000	3,466
1 111'000	3,431	1 157'000	3,450	1 203'000	3,467
1 112'000	3,431	1 158'000	3,450	1 204'000	3,467
1 113'000	3,432	1 159'000	3,450	1 205'000	3,468
1 114'000	3,432	1 160'000	3,451	1 206'000	3,468
1 115'000	3,433	1 161'000	3,451	1 207'000	3,468
1 116'000	3,433	1 162'000	3,452	1 208'000	3,469
1 117'000	3,434	1 163'000	3,452	1 209'000	3,469
1 118'000	3,434	1 164'000	3,452	1 210'000	3,469
1 119'000	3,434	1 165'000	3,453	1 211'000	3,470
1 120'000	3,435	1 166'000	3,453	1 212'000	3,470
1 121'000	3,435	1 167'000	3,453	1 213'000	3,470
1 122'000	3,436	1 168'000	3,454	1 214'000	3,471
1 123'000	3,436	1 169'000	3,454	1 215'000	3,471
1 124'000	3,436	1 170'000	3,455	1 216'000	3,471
1 125'000	3,437	1 171'000	3,455	1 217'000	3,472
1 126'000	3,437	1 172'000	3,455	1 218'000	3,472
1 127'000	3,438	1 173'000	3,456	1 219'000	3,473
1 128'000	3,438	1 174'000	3,456	1 220'000	3,473
1 129'000	3,438	1 175'000	3,457	1 221'000	3,473
1 130'000	3,439	1 116'000	3,457	1 222'000	3,474
1 131'000	3,439	1 177'000	3,457	1 223'000	3,474
1 132'000	3,440	1 178'000	3,458	1 224'000	3,474
1 133'000	3,440	1 179'000	3,458	1 225'000	3,475
1 134'000	3,441	1 180'000	3,458	1 226'000	3,475
1 135'000	3,441	1 181'000	3,459	1 227'000	3,475
1 136'000	3,441	1 182'000	3,459	1 228'000	3,476
1 137'000	3,442	1 183'000	3,460	1 229'000	3,476
1 138'000	3,442	1 184'000	3,460	1 230'000	3,476

a) Ligne directe descendante					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1 231'000	3,477	1 255'000	3,485	1 279'000	3,493
1 232'000	3,477	1 256'000	3,485	1 280'000	3,493
1 233'000	3,477	1 257'000	3,485	1 281'000	3,493
1 234'000	3,478	1 258'000	3,486	1 282'000	3,493
1 235'000	3,478	1 259'000	3,486	1 283'000	3,494
1 236'000	3,478	1 260'000	3,486	1 284'000	3,494
1 237'000	3,479	1 261'000	3,487	1 285'000	3,494
1 238'000	3,479	1 262'000	3,487	1 286'000	3,495
1 239'000	3,479	1 263'000	3,487	1 287'000	3,495
1 240'000	3,480	1 264'000	3,488	1 288'000	3,495
1 241'000	3,480	1 265'000	3,488	1 289'000	3,496
1 242'000	3,480	1 266'000	3,488	1 290'000	3,496
1 243'000	3,481	1 267'000	3,489	1 291'000	3,496
1 244'000	3,481	1 268'000	3,489	1 292'000	3,497
1 245'000	3,481	1 269'000	3,489	1 293'000	3,497
1 246'000	3,482	1 270'000	3,490	1 294'000	3,497
1 247'000	3,482	1 271'000	3,490	1 295'000	3,498
1 248'000	3,482	1 272'000	3,490	1 296'000	3,498
1 249'000	3,483	1 273'000	3,491	1 297'000	3,498
1 250'000	3,483	1 274'000	3,491	1 298'000	3,498
1 251'000	3,483	1 275'000	3,491	1 299'000	3,499
1 252'000	3,484	1 276'000	3,492	1 300'000	3,499
1 253'000	3,484	1 277'000	3,492	1 301'000	3,499
1 254'000	3,484	1 278'000	3,492	1 302'000	3,499
				et	
				au-dessus	3,500

**II. BARÈME GÉNÉRAL DE L'IMPÔT  
SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS<sup>1,13</sup>**  
(art. 34)

Le montant imposable est arrondi aux mille francs inférieurs.

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	2,640	47'000	3,468	93'000	4,016
2'000	2,640	48'000	3,478	94'000	4,023
3'000	2,640	49'000	3,488	95'000	4,029
4'000	2,640	50'000	3,498	96'000	4,035
5'000	2,640	51'000	3,520	97'000	4,041
6'000	2,640	52'000	3,541	98'000	4,047
7'000	2,640	53'000	3,561	99'000	4,053
8'000	2,640	54'000	3,581	100'000	4,059
9'000	2,640	55'000	3,600	101'000	4,071
10'000	2,640	56'000	3,618	102'000	4,082
11'000	2,700	57'000	3,635	103'000	4,094
12'000	2,750	58'000	3,652	104'000	4,105
13'000	2,792	59'000	3,669	105'000	4,117
14'000	2,828	60'000	3,685	106'000	4,128
15'000	2,860	61'000	3,700	107'000	4,138
16'000	2,887	62'000	3,715	108'000	4,149
17'000	2,911	63'000	3,729	109'000	4,159
18'000	2,933	64'000	3,743	110'000	4,170
19'000	2,952	65'000	3,756	111'000	4,180
20'000	2,970	66'000	3,770	112'000	4,189
21'000	2,985	67'000	3,782	113'000	4,199
22'000	3,000	68'000	3,795	114'000	4,208
23'000	3,013	69'000	3,806	115'000	4,218
24'000	3,025	70'000	3,818	116'000	4,227
25'000	3,036	71'000	3,829	117'000	4,236
26'000	3,071	72'000	3,840	118'000	4,245
27'000	3,104	73'000	3,851	119'000	4,253
28'000	3,135	74'000	3,861	120'000	4,262
29'000	3,163	75'000	3,872	121'000	4,270
30'000	3,190	76'000	3,881	122'000	4,279
31'000	3,214	77'000	3,891	123'000	4,287
32'000	3,238	78'000	3,900	124'000	4,295
33'000	3,260	79'000	3,909	125'000	4,303
34'000	3,280	80'000	3,918	126'000	4,310
35'000	3,300	81'000	3,927	127'000	4,318
36'000	3,318	82'000	3,935	128'000	4,326
37'000	3,335	83'000	3,944	129'000	4,333
38'000	3,352	84'000	3,952	130'000	4,340
39'000	3,367	85'000	3,960	131'000	4,347
40'000	3,382	86'000	3,967	132'000	4,355
41'000	3,396	87'000	3,975	133'000	4,361
42'000	3,410	88'000	3,982	134'000	4,368
43'000	3,422	89'000	3,989	135'000	4,375
44'000	3,435	90'000	3,996	136'000	4,382
45'000	3,446	91'000	4,003	137'000	4,388
46'000	3,457	92'000	4,010	138'000	4,395

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
139'000	4,401	185'000	4,744	231'000	5,071
140'000	4,407	186'000	4,751	232'000	5,078
141'000	4,414	187'000	4,757	233'000	5,084
142'000	4,420	188'000	4,763	234'000	5,091
143'000	4,426	189'000	4,770	235'000	5,097
144'000	4,432	190'000	4,776	236'000	5,103
145'000	4,437	191'000	4,782	237'000	5,110
146'000	4,443	192'000	4,788	238'000	5,116
147'000	4,449	193'000	4,794	239'000	5,122
148'000	4,455	194'000	4,800	240'000	5,128
149'000	4,460	195'000	4,806	241'000	5,134
150'000	4,466	196'000	4,811	242'000	5,140
151'000	4,475	197'000	4,817	243'000	5,146
152'000	4,485	198'000	4,823	244'000	5,152
153'000	4,494	199'000	4,828	245'000	5,158
154'000	4,504	200'000	4,834	246'000	5,164
155'000	4,513	201'000	4,843	247'000	5,170
156'000	4,522	202'000	4,851	248'000	5,176
157'000	4,531	203'000	4,860	249'000	5,181
158'000	4,540	204'000	4,869	250'000	5,187
159'000	4,549	205'000	4,877	251'000	5,193
160'000	4,558	206'000	4,885	252'000	5,198
161'000	4,566	207'000	4,894	253'000	5,204
162'000	4,575	208'000	4,902	254'000	5,209
163'000	4,583	209'000	4,910	255'000	5,215
164'000	4,591	210'000	4,918	256'000	5,220
165'000	4,600	211'000	4,926	257'000	5,226
166'000	4,608	212'000	4,934	258'000	5,231
167'000	4,616	213'000	4,942	259'000	5,236
168'000	4,623	214'000	4,950	260'000	5,241
169'000	4,631	215'000	4,957	261'000	5,247
170'000	4,639	216'000	4,965	262'000	5,252
171'000	4,647	217'000	4,972	263'000	5,257
172'000	4,654	218'000	4,980	264'000	5,262
173'000	4,661	219'000	4,987	265'000	5,267
174'000	4,669	220'000	4,995	266'000	5,272
175'000	4,676	221'000	5,002	267'000	5,277
176'000	4,683	222'000	5,009	268'000	5,282
177'000	4,690	223'000	5,016	269'000	5,287
178'000	4,697	224'000	5,023	270'000	5,292
179'000	4,704	225'000	5,030	271'000	5,297
180'000	4,711	226'000	5,037	272'000	5,301
181'000	4,718	227'000	5,044	273'000	5,306
182'000	4,725	228'000	5,051	274'000	5,311
183'000	4,731	229'000	5,058	275'000	5,316
184'000	4,738	230'000	5,064	276'000	5,320
				277'000	5,325

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
278'000	5,329	325'000	5,564	372'000	5,778
279'000	5,334	326'000	5,569	373'000	5,782
280'000	5,338	327'000	5,574	374'000	5,786
281'000	5,343	328'000	5,579	375'000	5,790
282'000	5,347	329'000	5,584	376'000	5,794
283'000	5,352	330'000	5,590	377'000	5,798
284'000	5,356	331'000	5,595	378'000	5,802
285'000	5,361	332'000	5,600	379'000	5,805
286'000	5,365	333'000	5,605	380'000	5,809
287'000	5,369	334'000	5,610	381'000	5,813
288'000	5,373	335'000	5,614	382'000	5,817
289'000	5,378	336'000	5,619	383'000	5,821
290'000	5,382	337'000	5,624	384'000	5,824
291'000	5,386	338'000	5,629	385'000	5,828
292'000	5,390	339'000	5,634	386'000	5,832
293'000	5,394	340'000	5,639	387'000	5,835
294'000	5,398	341'000	5,643	388'000	5,839
295'000	5,403	342'000	5,648	389'000	5,843
296'000	5,407	343'000	5,653	390'000	5,846
297'000	5,411	344'000	5,657	391'000	5,850
298'000	5,415	345'000	5,662	392'000	5,854
299'000	5,419	346'000	5,667	393'000	5,857
300'000	5,423	347'000	5,671	394'000	5,861
301'000	5,429	348'000	5,676	395'000	5,864
302'000	5,435	349'000	5,680	396'000	5,868
303'000	5,441	350'000	5,685	397'000	5,871
304'000	5,447	351'000	5,689	398'000	5,875
305'000	5,453	352'000	5,694	399'000	5,878
306'000	5,459	353'000	5,698	400'000	5,882
307'000	5,464	354'000	5,703	401'000	5,887
308'000	5,470	355'000	5,707	402'000	5,892
309'000	5,476	356'000	5,711	403'000	5,897
310'000	5,482	357'000	5,716	404'000	5,902
311'000	5,487	358'000	5,720	405'000	5,907
312'000	5,493	359'000	5,724	406'000	5,912
313'000	5,499	360'000	5,729	407'000	5,917
314'000	5,504	361'000	5,733	408'000	5,922
315'000	5,510	362'000	5,737	409'000	5,927
316'000	5,516	363'000	5,741	410'000	5,931
317'000	5,521	364'000	5,745	411'000	5,936
318'000	5,526	365'000	5,750	412'000	5,941
319'000	5,532	366'000	5,754	413'000	5,946
320'000	5,537	367'000	5,758	414'000	5,951
321'000	5,543	368'000	5,762	415'000	5,955
322'000	5,548	369'000	5,766	416'000	5,960
323'000	5,553	370'000	5,770	417'000	5,965
324'000	5,559	371'000	5,774	418'000	5,970

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
419'000	5,974	466'000	6,170	513'000	6,347
420'000	5,979	467'000	6,174	514'000	6,352
421'000	5,983	468'000	6,178	515'000	6,356
422'000	5,988	469'000	6,182	516'000	6,360
423'000	5,993	470'000	6,185	517'000	6,365
424'000	5,997	471'000	6,189	518'000	6,369
425'000	6,002	472'000	6,193	519'000	6,373
426'000	6,006	473'000	6,196	520'000	6,377
427'000	6,011	474'000	6,200	521'000	6,382
428'000	6,015	475'000	6,204	522'000	6,386
429'000	6,020	476'000	6,207	523'000	6,390
430'000	6,024	477'000	6,211	524'000	6,394
431'000	6,028	478'000	6,214	525'000	6,398
432'000	6,033	479'000	6,218	526'000	6,403
433'000	6,037	480'000	6,221	527'000	6,407
434'000	6,041	481'000	6,225	528'000	6,411
435'000	6,046	482'000	6,228	529'000	6,415
436'000	6,050	483'000	6,232	530'000	6,419
437'000	6,054	484'000	6,235	531'000	6,423
438'000	6,059	485'000	6,239	532'000	6,427
439'000	6,063	486'000	6,242	533'000	6,431
440'000	6,067	487'000	6,246	534'000	6,435
441'000	6,071	488'000	6,249	535'000	6,439
442'000	6,075	489'000	6,253	536'000	6,443
443'000	6,080	490'000	6,256	537'000	6,447
444'000	6,084	491'000	6,259	538'000	6,451
445'000	6,088	492'000	6,263	539'000	6,455
446'000	6,092	493'000	6,266	540'000	6,459
447'000	6,096	494'000	6,270	541'000	6,463
448'000	6,100	495'000	6,273	542'000	6,467
449'000	6,104	496'000	6,276	543'000	6,471
450'000	6,108	497'000	6,279	544'000	6,475
451'000	6,112	498'000	6,283	545'000	6,478
452'000	6,116	499'000	6,286	546'000	6,482
453'000	6,120	500'000	6,289	547'000	6,486
454'000	6,124	501'000	6,294	548'000	6,490
455'000	6,128	502'000	6,298	549'000	6,494
456'000	6,132	503'000	6,303	550'000	6,498
457'000	6,136	504'000	6,307	551'000	6,501
458'000	6,140	505'000	6,312	552'000	6,505
459'000	6,144	506'000	6,316	553'000	6,509
460'000	6,148	507'000	6,321	554'000	6,513
461'000	6,151	508'000	6,325	555'000	6,516
462'000	6,155	509'000	6,330	556'000	6,520
463'000	6,159	510'000	6,334	557'000	6,524
464'000	6,163	511'000	6,339	558'000	6,527
465'000	6,167	512'000	6,343	559'000	6,531

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
560'000	6,535	606'000	6,690	652'000	6,823
561'000	6,538	607'000	6,693	653'000	6,826
562'000	6,542	608'000	6,696	654'000	6,829
563'000	6,546	609'000	6,699	655'000	6,831
564'000	6,549	610'000	6,702	656'000	6,834
565'000	6,553	611'000	6,705	657'000	6,837
566'000	6,556	612'000	6,708	658'000	6,839
567'000	6,560	613'000	6,711	659'000	6,842
568'000	6,563	614'000	6,715	660'000	6,845
569'000	6,567	615'000	6,718	661'000	6,847
570'000	6,571	616'000	6,721	662'000	6,850
571'000	6,574	617'000	6,724	663'000	6,852
572'000	6,578	618'000	6,727	664'000	6,855
573'000	6,581	619'000	6,730	665'000	6,858
574'000	6,585	620'000	6,733	666'000	6,860
575'000	6,588	621'000	6,736	667'000	6,863
576'000	6,591	622'000	6,739	668'000	6,865
577'000	6,595	623'000	6,741	669'000	6,868
578'000	6,598	624'000	6,744	670'000	6,870
579'000	6,602	625'000	6,747	671'000	6,873
580'000	6,605	626'000	6,750	672'000	6,875
581'000	6,609	627'000	6,753	673'000	6,878
582'000	6,612	628'000	6,756	674'000	6,881
583'000	6,615	629'000	6,759	675'000	6,883
584'000	6,619	630'000	6,762	676'000	6,886
585'000	6,622	631'000	6,765	677'000	6,888
586'000	6,625	632'000	6,768	678'000	6,891
587'000	6,629	633'000	6,770	679'000	6,893
588'000	6,632	634'000	6,773	680'000	6,896
589'000	6,635	635'000	6,776	681'000	6,898
590'000	6,639	636'000	6,779	682'000	6,900
591'000	6,642	637'000	6,782	683'000	6,903
592'000	6,645	638'000	6,785	684'000	6,905
593'000	6,648	639'000	6,787	685'000	6,908
594'000	6,652	640'000	6,790	686'000	6,910
595'000	6,655	641'000	6,793	687'000	6,913
596'000	6,658	642'000	6,796	688'000	6,915
597'000	6,661	643'000	6,799	689'000	6,918
598'000	6,665	644'000	6,801	690'000	6,920
599'000	6,668	645'000	6,804	691'000	6,922
600'000	6,671	646'000	6,807	692'000	6,925
601'000	6,674	647'000	6,810	693'000	6,927
602'000	6,677	648'000	6,812	694'000	6,930
603'000	6,680	649'000	6,815	695'000	6,932
604'000	6,684	650'000	6,818	696'000	6,934
605'000	6,687	651'000	6,821	697'000	6,937

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
698'000	6,939	744'000	7,040	790'000	7,130
699'000	6,941	745'000	7,042	791'000	7,132
700'000	6,944	746'000	7,045	792'000	7,134
701'000	6,946	747'000	7,047	793'000	7,135
702'000	6,948	748'000	7,049	794'000	7,137
703'000	6,951	749'000	7,051	795'000	7,139
704'000	6,953	750'000	7,053	796'000	7,141
705'000	6,955	751'000	7,055	797'000	7,143
706'000	6,958	752'000	7,057	798'000	7,145
707'000	6,960	753'000	7,059	799'000	7,146
708'000	6,962	754'000	7,061	800'000	7,148
709'000	6,964	755'000	7,063	801'000	7,150
710'000	6,967	756'000	7,065	802'000	7,152
711'000	6,969	757'000	7,067	803'000	7,153
712'000	6,971	758'000	7,069	804'000	7,155
713'000	6,973	759'000	7,071	805'000	7,157
714'000	6,976	760'000	7,073	806'000	7,159
715'000	6,978	761'000	7,075	807'000	7,161
716'000	6,980	762'000	7,077	808'000	7,162
717'000	6,982	763'000	7,079	809'000	7,164
718'000	6,985	764'000	7,081	810'000	7,166
719'000	6,987	765'000	7,083	811'000	7,168
720'000	6,989	766'000	7,085	812'000	7,169
721'000	6,991	767'000	7,087	813'000	7,171
722'000	6,993	768'000	7,088	814'000	7,173
723'000	6,996	769'000	7,090	815'000	7,174
724'000	6,998	770'000	7,092	816'000	7,176
725'000	7,000	771'000	7,094	817'000	7,178
726'000	7,002	772'000	7,096	818'000	7,180
727'000	7,004	773'000	7,098	819'000	7,181
728'000	7,007	774'000	7,100	820'000	7,183
729'000	7,009	775'000	7,102	821'000	7,185
730'000	7,011	776'000	7,104	822'000	7,186
731'000	7,013	777'000	7,106	823'000	7,188
732'000	7,015	778'000	7,108	824'000	7,190
733'000	7,017	779'000	7,110	825'000	7,192
734'000	7,019	780'000	7,111	826'000	7,193
735'000	7,022	781'000	7,113	827'000	7,195
736'000	7,024	782'000	7,115	828'000	7,197
737'000	7,026	783'000	7,117	829'000	7,198
738'000	7,028	784'000	7,119	830'000	7,200
739'000	7,030	785'000	7,121	831'000	7,202
740'000	7,032	786'000	7,123	832'000	7,203
741'000	7,034	787'000	7,124	833'000	7,205
742'000	7,036	788'000	7,126	834'000	7,206
743'000	7,038	789'000	7,128	835'000	7,208

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
836'000	7,210	882'000	7,281	928'000	7,346
837'000	7,211	883'000	7,283	929'000	7,347
838'000	7,213	884'000	7,284	930'000	7,348
839'000	7,215	885'000	7,286	931'000	7,350
840'000	7,216	886'000	7,287	932'000	7,351
841'000	7,218	887'000	7,289	933'000	7,352
842'000	7,220	888'000	7,290	934'000	7,353
843'000	7,221	889'000	7,291	935'000	7,355
844'000	7,223	890'000	7,293	936'000	7,356
845'000	7,224	891'000	7,294	937'000	7,357
846'000	7,226	892'000	7,296	938'000	7,359
847'000	7,228	893'000	7,297	939'000	7,360
848'000	7,229	894'000	7,299	940'000	7,361
849'000	7,231	895'000	7,300	941'000	7,363
850'000	7,232	896'000	7,301	942'000	7,364
851'000	7,234	897'000	7,303	943'000	7,365
852'000	7,235	898'000	7,304	944'000	7,366
853'000	7,237	899'000	7,306	945'000	7,368
854'000	7,239	900'000	7,307	946'000	7,369
855'000	7,240	901'000	7,309	947'000	7,370
856'000	7,242	902'000	7,310	948'000	7,372
857'000	7,243	903'000	7,311	949'000	7,373
858'000	7,245	904'000	7,313	950'000	7,374
859'000	7,246	905'000	7,314	951'000	7,375
860'000	7,248	906'000	7,316	952'000	7,377
861'000	7,250	907'000	7,317	953'000	7,378
862'000	7,251	908'000	7,318	954'000	7,379
863'000	7,253	909'000	7,320	955'000	7,380
864'000	7,254	910'000	7,321	956'000	7,382
865'000	7,256	911'000	7,323	957'000	7,383
866'000	7,257	912'000	7,324	958'000	7,384
867'000	7,259	913'000	7,325	959'000	7,385
868'000	7,260	914'000	7,327	960'000	7,387
869'000	7,262	915'000	7,328	961'000	7,388
870'000	7,263	916'000	7,329	962'000	7,389
871'000	7,265	917'000	7,331	963'000	7,390
872'000	7,266	918'000	7,332	964'000	7,392
873'000	7,268	919'000	7,333	965'000	7,393
874'000	7,269	920'000	7,335	966'000	7,394
875'000	7,271	921'000	7,336	967'000	7,395
876'000	7,272	922'000	7,338	968'000	7,397
877'000	7,274	923'000	7,339	969'000	7,398
878'000	7,275	924'000	7,340	970'000	7,399
879'000	7,277	925'000	7,342	971'000	7,400
880'000	7,278	926'000	7,343	972'000	7,401
881'000	7,280	927'000	7,344	973'000	7,403

b) Descendant d'un précédent mariage du conjoint ou du partenaire enregistré, père et mère, grands-parents, arrière-grands-parents					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
974'000	7,404	1 004'000	7,439	1 034'000	7,472
975'000	7,405	1 005'000	7,440	1 035'000	7,473
976'000	7,406	1 006'000	7,441	1 036'000	7,474
977'000	7,407	1 007'000	7,442	1 037'000	7,475
978'000	7,409	1 008'000	7,443	1 038'000	7,476
979'000	7,410	1 009'000	7,445	1 039'000	7,477
980'000	7,411	1 010'000	7,446	1 040'000	7,478
981'000	7,412	1 011'000	7,447	1 041'000	7,480
982'000	7,413	1 012'000	7,448	1 042'000	7,481
983'000	7,415	1 013'000	7,449	1 043'000	7,482
984'000	7,416	1 014'000	7,450	1 044'000	7,483
985'000	7,417	1 015'000	7,451	1 045'000	7,484
986'000	7,418	1 016'000	7,452	1 046'000	7,485
987'000	7,419	1 017'000	7,454	1 047'000	7,486
988'000	7,420	1 018'000	7,455	1 048'000	7,487
989'000	7,422	1 019'000	7,456	1 049'000	7,488
990'000	7,423	1 020'000	7,457	1 050'000	7,489
991'000	7,424	1 021'000	7,458	1 051'000	7,490
992'000	7,425	1 022'000	7,459	1 052'000	7,491
993'000	7,426	1 023'000	7,460	1 053'000	7,492
994'000	7,427	1 024'000	7,461	1 054'000	7,493
995'000	7,429	1 025'000	7,462	1 055'000	7,494
996'000	7,430	1 026'000	7,463	1 056'000	7,495
997'000	7,431	1 027'000	7,465	1 057'000	7,496
998'000	7,432	1 028'000	7,466	1 058'000	7,497
999'000	7,433	1 029'000	7,467	1 059'000	7,498
1'000'000	7,434	1 030'000	7,468	1 060'000	7,499
1 001'000	7,436	1 031'000	7,469	1 061'000	
1 002'000	7,437	1 032'000	7,470	et	7,500
				au-dessus	
1 003'000	7,438	1 033'000	7,471		

c) Frère et sœur, gendre et bru					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	5,280	47'000	6,937	93'000	8,033
2'000	5,280	48'000	6,957	94'000	8,046
3'000	5,280	49'000	6,977	95'000	8,058
4'000	5,280	50'000	6,996	96'000	8,071
5'000	5,280	51'000	7,040	97'000	8,083
6'000	5,280	52'000	7,082	98'000	8,095
7'000	5,280	53'000	7,123	99'000	8,106
8'000	5,280	54'000	7,162	100'000	8,118
9'000	5,280	55'000	7,200	101'000	8,142
10'000	5,280	56'000	7,236	102'000	8,165
11'000	5,400	57'000	7,271	103'000	8,189
12'000	5,500	58'000	7,305	104'000	8,211
13'000	5,584	59'000	7,338	105'000	8,234
14'000	5,657	60'000	7,370	106'000	8,256
15'000	5,720	61'000	7,400	107'000	8,277
16'000	5,775	62'000	7,430	108'000	8,298
17'000	5,823	63'000	7,459	109'000	8,319
18'000	5,866	64'000	7,486	110'000	8,340
19'000	5,905	65'000	7,513	111'000	8,360
20'000	5,940	66'000	7,540	112'000	8,379
21'000	5,971	67'000	7,565	113'000	8,398
22'000	6,000	68'000	7,590	114'000	8,417
23'000	6,026	69'000	7,613	115'000	8,436
24'000	6,050	70'000	7,637	116'000	8,454
25'000	6,072	71'000	7,659	117'000	8,472
26'000	6,143	72'000	7,681	118'000	8,490
27'000	6,208	73'000	7,703	119'000	8,507
28'000	6,270	74'000	7,723	120'000	8,525
29'000	6,326	75'000	7,744	121'000	8,541
30'000	6,380	76'000	7,763	122'000	8,558
31'000	6,429	77'000	7,782	123'000	8,574
32'000	6,476	78'000	7,801	124'000	8,590
33'000	6,520	79'000	7,819	125'000	8,606
34'000	6,561	80'000	7,837	126'000	8,621
35'000	6,600	81'000	7,854	127'000	8,637
36'000	6,636	82'000	7,871	128'000	8,652
37'000	6,671	83'000	7,888	129'000	8,666
38'000	6,704	84'000	7,904	130'000	8,681
39'000	6,735	85'000	7,920	131'000	8,695
40'000	6,765	86'000	7,935	132'000	8,710
41'000	6,793	87'000	7,950	133'000	8,723
42'000	6,820	88'000	7,965	134'000	8,737
43'000	6,845	89'000	7,979	135'000	8,751
44'000	6,870	90'000	7,993	136'000	8,764
45'000	6,893	91'000	8,007	137'000	8,777
46'000	6,915	92'000	8,020	138'000	8,790

c) Frère et sœur, gendre et bru					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
139'000	8,803	185'000	9,489	231'000	10,142
140'000	8,815	186'000	9,502	232'000	10,156
141'000	8,828	187'000	9,515	233'000	10,169
142'000	8,840	188'000	9,527	234'000	10,182
143'000	8,852	189'000	9,540	235'000	10,194
144'000	8,864	190'000	9,552	236'000	10,207
145'000	8,875	191'000	9,564	237'000	10,220
146'000	8,887	192'000	9,576	238'000	10,232
147'000	8,898	193'000	9,588	239'000	10,245
148'000	8,910	194'000	9,600	240'000	10,257
149'000	8,921	195'000	9,612	241'000	10,269
150'000	8,932	196'000	9,623	242'000	10,281
151'000	8,951	197'000	9,635	243'000	10,293
152'000	8,970	198'000	9,646	244'000	10,305
153'000	8,989	199'000	9,657	245'000	10,317
154'000	9,008	200'000	9,669	246'000	10,329
155'000	9,027	201'000	9,686	247'000	10,340
156'000	9,045	202'000	9,703	248'000	10,352
157'000	9,063	203'000	9,721	249'000	10,363
158'000	9,081	204'000	9,738	250'000	10,375
159'000	9,098	205'000	9,755	251'000	10,386
160'000	9,116	206'000	9,771	252'000	10,397
161'000	9,133	207'000	9,788	253'000	10,408
162'000	9,150	208'000	9,804	254'000	10,419
163'000	9,167	209'000	9,821	255'000	10,430
164'000	9,183	210'000	9,837	256'000	10,441
165'000	9,200	211'000	9,853	257'000	10,452
166'000	9,216	212'000	9,868	258'000	10,462
167'000	9,232	213'000	9,884	259'000	10,473
168'000	9,247	214'000	9,900	260'000	10,483
169'000	9,263	215'000	9,915	261'000	10,494
170'000	9,278	216'000	9,930	262'000	10,504
171'000	9,294	217'000	9,945	263'000	10,514
172'000	9,309	218'000	9,960	264'000	10,525
173'000	9,323	219'000	9,975	265'000	10,535
174'000	9,338	220'000	9,990	266'000	10,545
175'000	9,353	221'000	10,004	267'000	10,555
176'000	9,367	222'000	10,018	268'000	10,564
177'000	9,381	223'000	10,033	269'000	10,574
178'000	9,395	224'000	10,047	270'000	10,584
179'000	9,409	225'000	10,061	271'000	10,594
180'000	9,423	226'000	10,075	272'000	10,603
181'000	9,436	227'000	10,088	273'000	10,613
182'000	9,450	228'000	10,102	274'000	10,622
183'000	9,463	229'000	10,116	275'000	10,632
184'000	9,476	230'000	10,129	276'000	10,641

c) Frère et sœur, gendre et bru					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
277'000	10,650	323'000	11,107	369'000	11,533
278'000	10,659	324'000	11,118	370'000	11,541
279'000	10,668	325'000	11,128	371'000	11,549
280'000	10,677	326'000	11,139	372'000	11,557
281'000	10,686	327'000	11,149	373'000	11,565
282'000	10,695	328'000	11,159	374'000	11,572
283'000	10,704	329'000	11,169	375'000	11,580
284'000	10,713	330'000	11,180	376'000	11,588
285'000	10,722	331'000	11,190	377'000	11,596
286'000	10,730	332'000	11,200	378'000	11,604
287'000	10,739	333'000	11,210	379'000	11,611
288'000	10,747	334'000	11,220	380'000	11,619
289'000	10,756	335'000	11,229	381'000	11,627
290'000	10,764	336'000	11,239	382'000	11,634
291'000	10,773	337'000	11,249	383'000	11,642
292'000	10,781	338'000	11,259	384'000	11,649
293'000	10,789	339'000	11,268	385'000	11,657
294'000	10,797	340'000	11,278	386'000	11,664
295'000	10,806	341'000	11,287	387'000	11,671
296'000	10,814	342'000	11,297	388'000	11,679
297'000	10,822	343'000	11,306	389'000	11,686
298'000	10,830	344'000	11,315	390'000	11,693
299'000	10,838	345'000	11,325	391'000	11,701
300'000	10,846	346'000	11,334	392'000	11,708
301'000	10,858	347'000	11,343	393'000	11,715
302'000	10,870	348'000	11,352	394'000	11,722
303'000	10,882	349'000	11,361	395'000	11,729
304'000	10,894	350'000	11,370	396'000	11,736
305'000	10,906	351'000	11,379	397'000	11,743
306'000	10,918	352'000	11,388	398'000	11,750
307'000	10,929	353'000	11,397	399'000	11,757
308'000	10,941	354'000	11,406	400'000	11,764
309'000	10,953	355'000	11,415	401'000	11,774
310'000	10,964	356'000	11,423	402'000	11,784
311'000	10,975	357'000	11,432	403'000	11,794
312'000	10,987	358'000	11,441	404'000	11,804
313'000	10,998	359'000	11,449	405'000	11,814
314'000	11,009	360'000	11,458	406'000	11,824
315'000	11,020	361'000	11,466	407'000	11,834
316'000	11,032	362'000	11,475	408'000	11,844
317'000	11,043	363'000	11,483	409'000	11,854
318'000	11,053	364'000	11,491	410'000	11,863
319'000	11,064	365'000	11,500	411'000	11,873
320'000	11,075	366'000	11,508	412'000	11,883
321'000	11,086	367'000	11,516	413'000	11,892
322'000	11,097	368'000	11,524	414'000	11,902

c) Frère et sœur, gendre et bru					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
415'000	11,911	440'000	12,135	465'000	12,334
416'000	11,921	441'000	12,143	466'000	12,341
417'000	11,930	442'000	12,151	467'000	12,349
418'000	11,940	443'000	12,160	468'000	12,356
419'000	11,949	444'000	12,168	469'000	12,364
420'000	11,958	445'000	12,176	470'000	12,371
421'000	11,967	446'000	12,184	471'000	12,378
422'000	11,976	447'000	12,193	472'000	12,386
423'000	11,986	448'000	12,201	473'000	12,393
424'000	11,995	449'000	12,209	474'000	12,400
425'000	12,004	450'000	12,217	475'000	12,408
426'000	12,013	451'000	12,225	476'000	12,415
427'000	12,022	452'000	12,233	477'000	12,422
428'000	12,031	453'000	12,241	478'000	12,429
429'000	12,040	454'000	12,249	479'000	12,436
430'000	12,048	455'000	12,257	480'000	12,443
431'000	12,057	456'000	12,265	481'000	12,450
432'000	12,066	457'000	12,272	482'000	12,457
433'000	12,075	458'000	12,280	483'000	12,464
434'000	12,083	459'000	12,288	484'000	12,471
435'000	12,092	460'000	12,296	485'000	12,478
436'000	12,101	461'000	12,303	486'000	12,485
437'000	12,109	462'000	12,311	487'000	12,492
438'000	12,118	463'000	12,319	488'000	12,499
439'000	12,126	464'000	12,326	489'000	
				et	
				au-dessus	12,500

d) Oncle, neveu					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	7,920	47'000	10,405	93'000	12,050
2'000	7,920	48'000	10,436	94'000	12,069
3'000	7,920	49'000	10,465	95'000	12,088
4'000	7,920	50'000	10,494	96'000	12,106
5'000	7,920	51'000	10,560	97'000	12,124
6'000	7,920	52'000	10,623	98'000	12,142
7'000	7,920	53'000	10,684	99'000	12,160
8'000	7,920	54'000	10,743	100'000	12,177
9'000	7,920	55'000	10,800	101'000	12,213
10'000	7,920	56'000	10,854	102'000	12,248
11'000	8,100	57'000	10,907	103'000	12,283
12'000	8,250	58'000	10,958	104'000	12,317
13'000	8,376	59'000	11,007	105'000	12,351
14'000	8,485	60'000	11,055	106'000	12,384
15'000	8,580	61'000	11,100	107'000	12,416
16'000	8,662	62'000	11,145	108'000	12,448
17'000	8,735	63'000	11,188	109'000	12,479
18'000	8,800	64'000	11,230	110'000	12,510
19'000	8,857	65'000	11,270	111'000	12,540
20'000	8,910	66'000	11,310	112'000	12,569
21'000	8,957	67'000	11,348	113'000	12,598
22'000	9,000	68'000	11,385	114'000	12,626
23'000	9,039	69'000	11,420	115'000	12,654
24'000	9,075	70'000	11,455	116'000	12,682
25'000	9,108	71'000	11,489	117'000	12,709
26'000	9,214	72'000	11,522	118'000	12,735
27'000	9,313	73'000	11,554	119'000	12,761
28'000	9,405	74'000	11,585	120'000	12,787
29'000	9,490	75'000	11,616	121'000	12,812
30'000	9,570	76'000	11,645	122'000	12,837
31'000	9,644	77'000	11,674	123'000	12,861
32'000	9,714	78'000	11,702	124'000	12,885
33'000	9,780	79'000	11,729	125'000	12,909
34'000	9,841	80'000	11,756	126'000	12,932
35'000	9,900	81'000	11,782	127'000	12,955
36'000	9,955	82'000	11,807	128'000	12,978
37'000	10,007	83'000	11,832	129'000	13,000
38'000	10,056	84'000	11,856	130'000	13,022
39'000	10,103	85'000	11,880	131'000	13,043
40'000	10,147	86'000	11,903	132'000	13,065
41'000	10,189	87'000	11,925	133'000	13,085
42'000	10,230	88'000	11,947	134'000	13,106
43'000	10,268	89'000	11,968	135'000	13,126
44'000	10,305	90'000	11,990	136'000	13,146
45'000	10,340	91'000	12,010	137'000	13,166
46'000	10,373	92'000	12,030	138'000	13,185

d) Oncle, neveu					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
139'000	13,204	185'000	14,234	231'000	15,214
140'000	13,223	186'000	14,253	232'000	15,234
141'000	13,242	187'000	14,272	233'000	15,253
142'000	13,260	188'000	14,291	234'000	15,273
143'000	13,278	189'000	14,310	235'000	15,292
144'000	13,296	190'000	14,328	236'000	15,311
145'000	13,313	191'000	14,347	237'000	15,330
146'000	13,331	192'000	14,365	238'000	15,349
147'000	13,348	193'000	14,383	239'000	15,367
148'000	13,365	194'000	14,400	240'000	15,386
149'000	13,381	195'000	14,418	241'000	15,404
150'000	13,398	196'000	14,435	242'000	15,422
151'000	13,427	197'000	14,452	243'000	15,440
152'000	13,456	198'000	14,470	244'000	15,458
153'000	13,484	199'000	14,486	245'000	15,476
154'000	13,512	200'000	14,503	246'000	15,493
155'000	13,540	201'000	14,529	247'000	15,511
156'000	13,568	202'000	14,555	248'000	15,528
157'000	13,595	203'000	14,581	249'000	15,545
158'000	13,621	204'000	14,607	250'000	15,562
159'000	13,648	205'000	14,632	251'000	15,579
160'000	13,674	206'000	14,657	252'000	15,596
161'000	13,700	207'000	14,682	253'000	15,613
162'000	13,725	208'000	14,707	254'000	15,629
163'000	13,750	209'000	14,731	255'000	15,645
164'000	13,775	210'000	14,755	256'000	15,662
165'000	13,800	211'000	14,779	257'000	15,678
166'000	13,824	212'000	14,803	258'000	15,694
167'000	13,848	213'000	14,826	259'000	15,710
168'000	13,871	214'000	14,850	260'000	15,725
169'000	13,895	215'000	14,873	261'000	15,741
170'000	13,918	216'000	14,895	262'000	15,756
171'000	13,941	217'000	14,918	263'000	15,772
172'000	13,963	218'000	14,940	264'000	15,787
173'000	13,985	219'000	14,963	265'000	15,802
174'000	14,007	220'000	14,985	266'000	15,817
175'000	14,029	221'000	15,006	267'000	15,832
176'000	14,051	222'000	15,028	268'000	15,847
177'000	14,072	223'000	15,049	269'000	15,862
178'000	14,093	224'000	15,070	270'000	15,876
179'000	14,114	225'000	15,092	271'000	15,891
180'000	14,135	226'000	15,112	272'000	15,905
181'000	14,155	227'000	15,133	273'000	15,919
182'000	14,175	228'000	15,153	274'000	15,933
183'000	14,195	229'000	15,174	275'000	15,948
184'000	14,215	230'000	15,194	276'000	15,961

d) Oncle, neveu					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
277'000	15,975	290'000	16,147	303'000	16,323
278'000	15,989	291'000	16,159	304'000	16,341
279'000	16,003	292'000	16,172	305'000	16,359
280'000	16,016	293'000	16,184	306'000	16,377
281'000	16,030	294'000	16,196	307'000	16,394
282'000	16,043	295'000	16,209	308'000	16,412
283'000	16,056	296'000	16,221	309'000	16,429
284'000	16,070	297'000	16,233	310'000	16,446
285'000	16,083	298'000	16,245	311'000	16,463
286'000	16,096	299'000	16,257	312'000	16,480
287'000	16,109	300'000	16,269	313'000	16,497
288'000	16,121	301'000	16,287	314'000	
289'000	16,134	302'000	16,305	et	16,500
				au-dessus	

e) Grand-oncle, petit-neveu, arrière-petit-neveu, cousin germain et issu de germain					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	12,320	43'000	15,973	85'000	18,480
2'000	12,320	44'000	16,030	86'000	18,515
3'000	12,320	45'000	16,084	87'000	18,550
4'000	12,320	46'000	16,136	88'000	18,585
5'000	12,320	47'000	16,186	89'000	18,618
6'000	12,320	48'000	16,234	90'000	18,651
7'000	12,320	49'000	16,280	91'000	18,683
8'000	12,320	50'000	16,324	92'000	18,714
9'000	12,320	51'000	16,426	93'000	18,744
10'000	12,320	52'000	16,525	94'000	18,774
11'000	12,600	53'000	16,620	95'000	18,804
12'000	12,833	54'000	16,711	96'000	18,832
13'000	13,030	55'000	16,800	97'000	18,861
14'000	13,200	56'000	16,885	98'000	18,888
15'000	13,346	57'000	16,967	99'000	18,915
16'000	13,475	58'000	17,046	100'000	18,942
17'000	13,588	59'000	17,122	101'000	18,998
18'000	13,688	60'000	17,196	102'000	19,053
19'000	13,778	61'000	17,268	103'000	19,107
20'000	13,860	62'000	17,337	104'000	19,161
21'000	13,933	63'000	17,404	105'000	19,213
22'000	14,000	64'000	17,469	106'000	19,264
23'000	14,060	65'000	17,532	107'000	19,314
24'000	14,116	66'000	17,593	108'000	19,364
25'000	14,168	67'000	17,652	109'000	19,412
26'000	14,333	68'000	17,710	110'000	19,460
27'000	14,487	69'000	17,765	111'000	19,506
28'000	14,630	70'000	17,820	112'000	19,552
29'000	14,762	71'000	17,872	113'000	19,597
30'000	14,886	72'000	17,923	114'000	19,641
31'000	15,002	73'000	17,973	115'000	19,685
32'000	15,111	74'000	18,022	116'000	19,727
33'000	15,213	75'000	18,069	117'000	19,769
34'000	15,309	76'000	18,115	118'000	19,811
35'000	15,400	77'000	18,160	119'000	19,851
36'000	15,485	78'000	18,203	120'000	19,891
37'000	15,566	79'000	18,246	121'000	19,930
38'000	15,643	80'000	18,287	122'000	19,969
39'000	15,715	81'000	18,327	123'000	
40'000	15,785	82'000	18,367	et	20,000
				au-dessus	
41'000	15,850	83'000	18,405		
42'000	15,913	84'000	18,443		

f) Autres collatéraux et personnes non apparentées					
Montant	Taux en %	Montant	Taux en %	Montant	Taux en %
1'000	15,840	38'000	20,112	75'000	23,232
2'000	15,840	39'000	20,206	76'000	23,291
3'000	15,840	40'000	20,295	77'000	23,348
4'000	15,840	41'000	20,379	78'000	23,404
5'000	15,840	42'000	20,460	79'000	23,459
6'000	15,840	43'000	20,536	80'000	23,512
7'000	15,840	44'000	20,610	81'000	23,564
8'000	15,840	45'000	20,680	82'000	23,615
9'000	15,840	46'000	20,746	83'000	23,664
10'000	15,840	47'000	20,811	84'000	23,712
11'000	16,200	48'000	20,872	85'000	23,760
12'000	16,500	49'000	20,931	86'000	23,806
13'000	16,753	50'000	20,988	87'000	23,851
14'000	16,971	51'000	21,120	88'000	23,895
15'000	17,160	52'000	21,246	89'000	23,937
16'000	17,325	53'000	21,369	90'000	23,980
17'000	17,470	54'000	21,486	91'000	24,021
18'000	17,600	55'000	21,600	92'000	24,061
19'000	17,715	56'000	21,709	93'000	24,100
20'000	17,820	57'000	21,814	94'000	24,139
21'000	17,914	58'000	21,916	95'000	24,176
22'000	18,000	59'000	22,014	96'000	24,213
23'000	18,078	60'000	22,110	97'000	24,249
24'000	18,150	61'000	22,201	98'000	24,285
25'000	18,216	62'000	22,290	99'000	24,320
26'000	18,429	63'000	22,377	100'000	24,354
27'000	18,626	64'000	22,460	101'000	24,426
28'000	18,810	65'000	22,541	102'000	24,497
29'000	18,980	66'000	22,620	103'000	24,567
30'000	19,140	67'000	22,696	104'000	24,635
31'000	19,289	68'000	22,770	105'000	24,702
32'000	19,428	69'000	22,841	106'000	24,768
33'000	19,560	70'000	22,911	107'000	24,833
34'000	19,683	71'000	22,979	108'000	24,896
35'000	19,800	72'000	23,045	109'000	24,958
36'000	19,910	73'000	23,109	110'000	
37'000	20,014	74'000	23,171	et	25,000
				au-dessus	